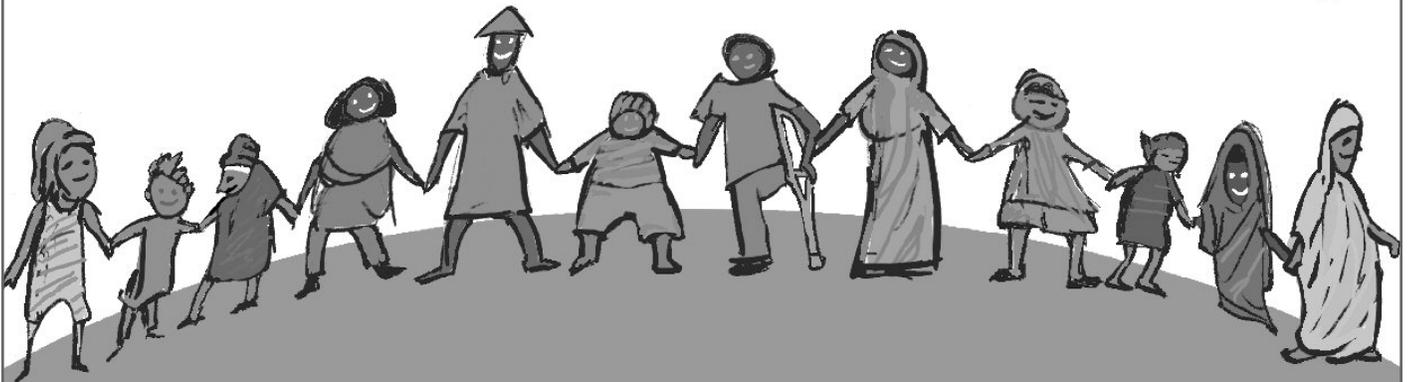




JOURNÉES QUÉBÉCOISES
DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Choisissons notre monde...
SANS ARMES, CITOYENS!



Solidarité en herbe

Un jeu questionnaire pour les jeunes de niveau secondaire

Le militarisme comme frein au développement

TROSSE PRÉPARÉE DANS LE CADRE DES
8^e JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, 2004

Association
québécoise
des organismes
de coopération
internationale

AQOCI

Trousse préparée dans le cadre des 8^e Journées québécoises de la solidarité internationale

Du 11 au 21 novembre 2004

Recherche et rédaction	Claude Rioux
Comité de lecture	Yolande Geadah, Denise Babin, Maria-Luisa Monreal et Meissoon Azzaria (AQOCI) ; Carole Marcoux (Comité central de l'environnement [CCE] de la CSDM) ; Luc Richard et Marie Brodeur-Gélinas (Oxfam-Québec) ; Gerardo Aiquel (L'Entraide missionnaire)
Illustrations	Plantu (avec la permission de l'artiste)
Illustration de la couverture	Lucie Brunel
Éditique, typographie	Nicolas Calvé (d'après une maquette de La Boîte de Comm.)

Ce document, destiné au jeu questionnaire **Solidarité en herbe**, s'inscrit dans le cadre des **8^e Journées québécoises de la solidarité internationale**, mises sur pied par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et appuyées par le ministère des Relations internationales du Québec (MRI).

Nous tenons à remercier le Comité central de l'environnement (CCE) de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) pour son soutien.

L'analyse contenue dans ce document n'engage que l'AQOCI.

AQOCI, août 2004



AQOCI
1001, rue Sherbrooke Est, bureau 540
Montréal (Québec) H2L 1L3
Téléphone : (514) 871-1086
Site Internet : www.aqoci.qc.ca



**Commission
scolaire
de Montréal**

**Relations
internationales**
Québec



Sommaire

Avant-propos	5
Introduction	
Le militarisme comme frein au développement	6
1 ^{er} enjeu	
Idéologie et culture militaristes	8
FICHE 1	
LES MYTHES DU MILITARISME	8
Mythe n° 1 : La guerre juste	8
Mythe n° 2 : La guerre propre	8
Mythe n° 3 : La guerre bonne pour l'économie	9
Mythe n° 4 : La légitime défense	9
Mythe n° 5 : La guerre est une solution	10
FICHE 2	
MONDIALISATION ET MILITARISME	11
FICHE 3	
LA CULTURE DE LA VIOLENCE	15
2 ^e enjeu	
Impacts humains, sociaux et environnementaux du militarisme	17
FICHE 4	
LA VIOLENCE AU CŒUR DE L'ARMÉE	17
FICHE 5	
IMPACTS SUR LA SANTÉ PUBLIQUE : LE CAS DE L'URANIUM APPAUVRI	20
FICHE 6	
IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT : DEUX ÉTUDES DE CAS	22
Des obus dans le lac Saint-Pierre au Québec	22
Les bombardements chimiques au Viêt-nam	22

FICHE 7	
VIVRE DANS UNE ZONE MILITARISÉE	24
Le cas du Chiapas au Mexique	24
Le cas du Kosovo en Europe	24
La prostitution érigée en système	24
FICHE 8	
LA GUERRE ET SES CONSÉQUENCES	27
Les enfants et la guerre	27
Les réfugiés et les personnes déplacées	28
Les violences sexuelles	28
3 ^e enjeu	
Les programmes gouvernementaux et le militarisme	30
FICHE 9	
LES DÉPENSES MILITAIRES AU DÉTRIMENT DES PROGRAMMES SOCIAUX	30
L'aide canadienne au développement	30
Aide internationale et terrorisme	31
FICHE 10	
MILITARISME ET AIDE HUMANITAIRE	33
4 ^e enjeu	
Le développement et la justice sociale, bases de la sécurité	35
FICHE 11	
PAUVRETÉ ET EXCLUSION : LES CAUSES DE L'INSÉCURITÉ	35
FICHE 12	
L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE	37
Annexe 1	
Pour en savoir plus...	40
Annexe 2	
Instructions pratiques pour le jeu questionnaire	42
Annexe 3	
Les contacts régionaux	44

Avant-propos

L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) convie les citoyens et les citoyennes du Québec aux 8^e Journées québécoises de la solidarité internationale, du 11 au 21 novembre 2004. Cette nouvelle édition sera résolument axée sur les mille et une façons de s'engager en solidarité internationale pour un monde de paix : expositions, contes, humour, musique, cinéma et conférences mobiliseront le public contre le courant militariste entretenu dans la société par la « guerre contre le terrorisme ».

Le choix du thème de cette édition, le militarisme comme frein au développement, s'impose face à l'urgence de réagir au discours dominant qui dicte son nouvel ordre mondial par la force des armes si nécessaire, et au nom de la « guerre contre le terrorisme ».

Le slogan **Choisissons notre monde : sans armes, citoyens!** rappelle que les actions citoyennes contribuent à bâtir un monde à l'image des aspirations des gens d'ici et d'ailleurs : un monde de paix, de solidarité, de respect des droits humains et de justice sociale.

Les Journées québécoises de la solidarité internationale sont un événement annuel d'éducation du public mis sur pied par l'AQOCI et ses 52 organismes membres. Elles visent à promouvoir la solidarité internationale et l'engagement citoyen, notamment chez les jeunes. La programmation complète sera disponible dans Internet à l'adresse <www.aqoci.qc.ca>.

Pour la quatrième année consécutive, les jeunes de niveau secondaire sont invités à participer à une activité stimulante. Il s'agit d'un jeu questionnaire, *Solidarité en herbe*, qui reprend le thème des Journées québécoises. Les jeunes qui désirent jouer à *Solidarité en herbe* dans leur école ou leur maison de jeunes peuvent utiliser la présente trousse comme base d'échanges et d'information. Cette trousse entend stimuler l'intérêt des jeunes pour les enjeux internationaux et ainsi contribuer à leur apprentissage de la solidarité.

Ce document s'articule autour de quatre grands enjeux liés à la situation mondiale actuelle : **l'idéologie et la culture militaristes ; les conséquences sociales et environnementales du militarisme ; les programmes gouvernementaux et le militarisme ; le développement et la justice sociale, bases de la sécurité**. À travers ces grands enjeux sont abordés plusieurs thèmes liés au militarisme : les mythes du militarisme, la mondialisation, la culture de la violence, les impacts sur l'environnement, sur les enfants et sur les femmes ainsi que les causes de l'insécurité grandissante dans le monde. Au total, 12 fiches permettront d'approfondir chaque aspect individuellement, tout en privilégiant une analyse globale pour bien saisir les enjeux, au Nord comme au Sud.

En complément des textes sur les enjeux du militarisme comme frein au développement, l'annexe 1 offre une liste de références pour en savoir plus ; l'annexe 2, les instructions pratiques pour l'organisation des joutes à l'école ou la maison de jeunes et quelques exemples de questions, et l'annexe 3 donne les coordonnées des organismes responsables dans chaque région du Québec. Les questionnaires et les feuilles de pointage seront remis, sur demande, aux animateurs et animatrices uniquement. **Attention : ces questionnaires ne doivent pas se retrouver dans les mains des joueurs!**

Outre les **joutes internes** dans les écoles et maisons de jeunes, un **tournoi régional** est prévu dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale dans chaque région du Québec. Pour connaître la date et le lieu du tournoi, contactez l'organisme responsable dans votre région. Les coordonnées sont disponibles à l'annexe 3. **Un maximum de huit équipes par région** pourra participer au tournoi régional.

Un tournoi provincial final aura lieu le **dimanche 21 novembre 2004** à Montréal. Les équipes gagnantes de chaque région participeront à cette compétition amicale.

Introduction

Le militarisme comme frein au développement

Le choix du thème **Le militarisme comme frein au développement** pour ces 8^e Journées québécoises de la solidarité internationale s'impose dans un contexte où l'usage de la force semble être le seul moyen envisagé par les dirigeants de ce monde pour s'attaquer à leur grande priorité, la « guerre contre le terrorisme ».

Il s'agit non seulement de déconstruire le discours présentant le recours aux armes comme la seule façon d'assurer notre sécurité et de régler les conflits, mais d'articuler une analyse démontrant que le militarisme augmente l'insécurité, freine la paix et mine le développement durable dans toutes les sociétés. Quatre enjeux seront privilégiés par les activités éducatives prévues dans le cadre de ces 8^e Journées québécoises de la solidarité internationale :

1. Idéologie et culture militaristes ;
2. Impacts humains, sociaux et environnementaux du militarisme ;
3. Programmes gouvernementaux et militarisme ;
4. Le développement et la justice sociale, bases de la sécurité.

Une emphase particulière sera mise sur les actions citoyennes, menées au Nord comme au Sud, visant à promouvoir une culture de paix, la solidarité et le partage des richesses.

Enjeux multiples

Tout d'abord, le choix du terme *militarisme* plutôt que *militarisation* mérite quelques explications. Alors que la militarisation se définit comme « l'action de militariser ou d'organiser militairement », le militarisme, lui, désigne « la prépondérance de l'armée, de l'élément militaire dans la vie d'une société ; le goût des armes, de la guerre ; le bellicisme¹ ». Il signifie aussi un « système politique qui s'appuie sur l'armée ; gouvernement par les militaires² ». C'est donc bien de militarisme qu'il s'agit, quand on veut désigner la dérive actuelle observée dans nos sociétés dites démocratiques.

Le militarisme est omniprésent dans nos sociétés, source de richesses pour les dirigeants politiques et économiques et intégré au quotidien des



hommes, des femmes et des enfants. En effet, les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sont les principaux exportateurs d'armes au monde. Ce sont ces pays qui seuls ont le droit de veto ou d'annulation des décisions prises par l'ONU. La France, la Chine, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis sont responsables de 88 % des exportations mondiales³. Les dépenses militaires des pays de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) représentaient les deux tiers des dépenses militaires mondiales en 2001. L'OTAN, une alliance comprenant une organisation militaire, sert depuis 1949 de structure aux pays occidentaux. Elle intègre leurs forces

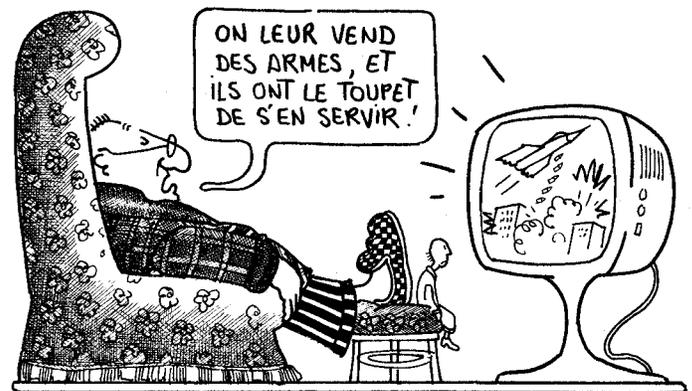
armées dans un système de défense placé sous un commandement étasunien. En pratique, cela signifie que les pays de l'Europe de l'Ouest et le Canada reconnaissent la prépondérance politique et stratégique des États-Unis sur le territoire de l'OTAN.

Le Canada est aussi un important fabricant d'armes. Selon l'organisme Project Ploughshares, les exportations canadiennes de systèmes d'armement représentent 1,5 milliard de dollars, dont 1 milliard vers les États-Unis.

Ici, les enfants sont exposés à la violence guerrière par le biais de la télévision, des films et des jeux vidéo. Combien de morts violentes un enfant de 12 ans a-t-il vues à l'écran au cours de sa vie? Plus loin d'ici, la violence et la guerre sont une réalité. En Angola, un des pays les plus pauvres de la planète, on estime que le territoire compte 10 millions de mines antipersonnel. Ces mines ont l'horrible caractéristique d'être déclenchées par la victime elle-même. Elles explosent dès qu'une personne marche dessus, les touche ou accroche le fil de trébuchement auquel elles sont reliées. Une fois posées, ces armes ne peuvent plus être contrôlées. Elles peuvent être déclenchées longtemps après la fin d'un conflit. En Angola, elles ont causé l'amputation chez 70 000 personnes, dont 8000 enfants.

Le militarisme a de nombreuses conséquences sur l'économie, la santé et l'environnement. Mais plus fondamentalement, il remet en question les valeurs et les priorités des êtres humains. Le militarisme est un choix politique des gouvernements qui a un impact négatif sur les populations et leur développement. Et puisque la majorité des populations du monde vivent déjà des problèmes de développement, le militarisme n'améliore pas leur situation.

Rappelons que le développement est défini par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et ses membres comme un processus économique, social et culturel, axé en priorité sur la satisfaction des besoins humains, qui implique la participation des communautés de base, dans le respect des libertés et des droits humains fondamentaux⁴. Or, cette quête de modes d'épanouissement collectif est frei-



née par les destructions causées par les armes ainsi que par les énormes ressources humaines et matérielles investies dans le militarisme, aux dépens des programmes de santé, d'éducation et des services sociaux. Le développement est possible dans un contexte de diminution du militarisme, de protection des droits humains et des libertés civiles, de meilleur partage des richesses et d'égalité entre les hommes et les femmes.

Notes

1. *Le Petit Robert 1*, Paris, Dictionnaires Le Robert.
2. *Ibid.*
3. *Shattered lives, The Case for International Arms Control*, Oxfam et Amnesty International, 2003.
4. *Charte de principes pour un développement solidaire de l'AQOCI*, 1987.



Les mythes du militarisme

Le militarisme utilise des mythes pour s'imposer et certains de ces mythes sont largement médiatisés. Parmi ceux-ci, on retrouve la guerre propre, la guerre juste ainsi que la croyance voulant que la guerre soit bénéfique pour l'économie. De plus, le nouveau concept de guerre préventive mis en avant par les États-Unis signifie qu'ils se donnent le droit d'attaquer un pays s'ils pensent que celui-ci peut être une menace. Ce concept est utilisé à cause des nouvelles menaces du terrorisme international. Les États-Unis se donnent ainsi le droit d'attaquer un pays sans même qu'il y ait un danger imminent ou concret.

Mythe n° 1 : La guerre juste

Le mythe le plus tenace est sans doute celui de la guerre juste. Deux théologiens chrétiens, saint Augustin (354-430) et saint Thomas d'Aquin (1225-1274), ont écrit sur la guerre juste. Selon eux, pour qu'une guerre soit juste (*jus ad bellum*), elle doit répondre à quatre critères préalables :

1. Elle doit se faire au nom d'une *cause juste* ;
2. Elle doit être déclarée et menée par une *autorité légitime* ;
3. Les belligérants doivent avoir des *intentions droites* ;
4. La guerre doit avoir une chance raisonnable de *succès*.

De plus, si la guerre répond à ces quatre exigences, elle doit également être menée de façon juste (*jus in bello*), c'est-à-dire :

- en faisant la distinction entre les combattants et les civils ;
- en gardant la proportionnalité entre les objectifs de la guerre et les moyens de celle-ci, c'est-à-dire sans infliger des pertes à l'adversaire qui ne soient considérées nécessaires pour remporter la victoire.

Or, force est de constater que toutes ces conditions ne sont jamais réunies au moment de déclarer une guerre. L'exemple de guerre juste le plus souvent cité est celui de la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945), au cours de laquelle les pays alliés, dont la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Canada, ont combattu le nazisme allemand de Adolf Hitler

et le militarisme de l'empire japonais. Or, on reconnaît maintenant que les bombes atomiques larguées sur Hiroshima et Nagasaki au Japon, qui ont causé des centaines de milliers de victimes en quelques heures à peine, ont été des atrocités impardonnables et disproportionnées.

Pour prendre un exemple contemporain, aux yeux de nombreux observateurs, la guerre contre l'Irak déclenchée en mars 2003 par les États-Unis sans l'appui de l'ONU, a été une guerre pour le pétrole, non pas une guerre préventive. Un accès privilégié au pétrole du Moyen-Orient est un des objectifs clés du gouvernement des États-Unis – ce pays consomme 10 millions de barils sur les 70 millions produits quotidiennement dans le monde¹. Nous sommes loin des intentions droites, chères à saint Augustin et saint Thomas d'Aquin.

Mythe n° 2 : La guerre propre

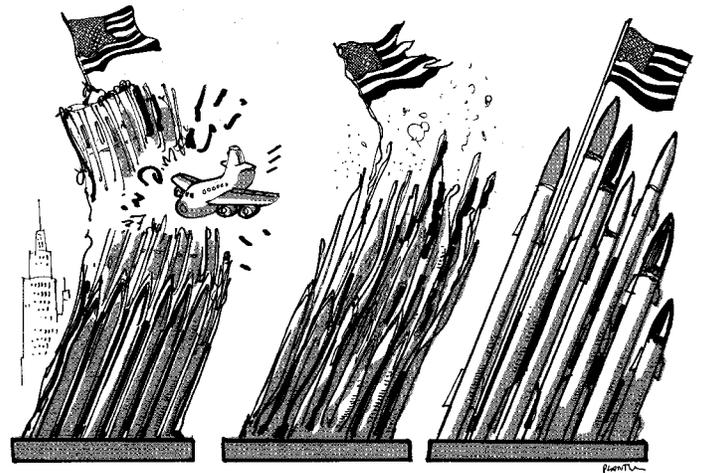
Un autre mythe largement colporté par la grande majorité des médias est celui qui veut que, désormais, avec les avancées technologiques, la guerre peut être *propre*. Les bombardements aériens massifs sont même comparés à des opérations médicales d'une grande précision : les *bombardements chirurgicaux*. Même si des cibles militaires sont visées, celles-ci ne sont pas nécessairement isolées dans un champ. Des gens vivent près de ces installations. Lorsque des victimes innocentes sont tuées par les bombes, les porte-parole de l'armée parlent de *dommages collatéraux*. Ces termes rendent la mort abstraite. Les avancées technologiques font que les soldats ne se battent plus face à face, mais avec des armes et des véhicules sophistiqués. Des immeubles peuvent être détruits en appuyant sur des boutons. Ainsi, à cause des progrès de la technologie, les civils sont aujourd'hui 90% des victimes des conflits armés, contre 10% lors de la Première Guerre mondiale (1914-1918) et 50% lors de la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945).

La guerre et les médias

La culture militariste est soutenue par les médias commerciaux. À titre d'exemple, en France, deux groupes de compagnies – Dassault et Lagardère – contrôlent une grande partie de la presse, de l'édition et de la distribution de journaux en kiosques. Comme le souligne Ignacio Ramonet dans *Le Monde diplomatique*, « ces deux groupes ont en commun l'inquiétante particularité de s'être constitués autour d'une firme centrale dont l'activité est militaire (avions de chasse, hélicoptères, missiles, fusées, satellites...). La vieille crainte s'est donc réalisée : certains des plus grands médias sont désormais aux mains de marchands de canons... À l'heure des tensions avec l'Irak, on peut supposer que ces médias ne s'opposeront pas avec la dernière énergie à une intervention militaire contre Bagdad⁴. »

Mythe n° 3 : La guerre bonne pour l'économie

En période de conflit armé, les États investissent beaucoup d'argent dans l'économie de guerre, achetant armes et équipements. Ce fait donne naissance à un autre mythe tenace, celui de la guerre *bonne pour l'économie*. « Aux États-Unis, au cours du 2^e trimestre de 2003, en pleine guerre d'Irak, 60 % des 3.3 % de croissance du PIB ont été générés par les dépenses militaires². » Le PIB, ou produit intérieur brut, est un indicateur économique qui représente le montant total de la production de biens et de services d'un pays pendant une période donnée, généralement un an ou un trimestre. Les médias utilisent ce genre de fait pour présenter les guerres. Outre le fait que la croissance du PIB est loin de représenter un but louable en soi – les accidents de voiture et l'augmentation des cancers font également augmenter le PIB – on oublie souvent de mentionner que toute dépense importante du gouvernement aurait le même effet, qu'il s'agisse de construire des écoles, des hôpitaux, des bibliothèques ou des terrains de jeu. Ce genre de dépenses serait d'ailleurs beaucoup plus utile socialement. Une autre variante du même mythe veut que la recherche militaire profite à tout le monde puisque les retombées sont appliquées dans le civil, comme dans les domaines de l'aéronautique et de l'informatique. Par exemple, la création d'Internet provient de recherches militaires effectuées par les États-Unis. En 1969, l'armée étasunienne initie le projet Arpanet, l'ancêtre d'Internet. Il s'agit d'un réseau électronique qui relie d'abord des ordinateurs du ministère de la Défense avec ceux de compagnies de recherche dans le domaine militaire. Cependant, les mêmes résultats pourraient être obtenus en investissant directement les ressources dans la recherche civile et pacifique.



La certitude de la suprématie

Le militarisme est également encouragé par la montée de la droite⁵ politique un peu partout sur la planète, et en particulier chez la seule superpuissance, les États-Unis. La doctrine de la guerre préventive mise de l'avant par ce pays repose sur une volonté affichée de ne tolérer aucune concurrence dans sa course pour la suprématie mondiale. Cette volonté de domination est nourrie d'un sentiment de supériorité, et a besoin des armes pour s'imposer. David Rothkopf, un proche conseiller de l'ancien président étasunien Bill Clinton, s'exprimait sur ce sujet en 1997 : « Les Américains ne doivent pas nier le fait que, de toutes les nations dans l'histoire du monde, c'est la leur qui est la plus juste, la plus tolérante, la plus désireuse de se remettre en question et de s'améliorer en permanence et le meilleur modèle pour l'avenir⁶. »

Mythe n° 4 : La légitime défense

La plupart des gens, même les pacifistes les plus convaincus, croient qu'un pays a le droit de se défendre lorsqu'il est agressé, comme lorsqu'un voisin l'envahit militairement. Cependant, au cours des dernières années, ce principe de légitime défense a été étiré pour s'étendre à toutes sortes de situations qui n'en sont pas. Par exemple, dès le 7 octobre 2001, près d'un mois après les attentats du 11 septembre, le gouvernement des États-Unis attaque l'Afghanistan, un des pays les plus pauvres du monde, en invoquant le droit à la légitime défense. Pourtant, la notion de légitime défense ne s'applique qu'aux situations d'agression en cours ou imminentes et ne signifie pas se rendre justice soi-même. Or, l'attaque du 11 septembre 2001 contre New York et Washington était un acte terroriste commis non pas par un État spécifique, mais par un groupe clandestin qui recrutent ses membres dans plusieurs pays. L'invasion de l'Afghanistan par les États-Unis représente plutôt un acte de vengeance que de légitime défense³. Quelques mois après l'invasion, il y avait déjà plus de morts afghans que de victimes des attentats du 11 septembre 2001, et des civils afghans meurent encore à cause de l'occupation de leur pays.

Mythe n° 5 : La guerre est une solution

Enfin, un autre mythe persiste malgré son paradoxe : la guerre est une solution à de nombreux problèmes dont, aujourd'hui en première place, le terrorisme. On définit généralement le terrorisme comme tout acte de violence commis contre des civils de façon à faire régner un climat de terreur au sein de la population. Les médias commerciaux et les dirigeants politiques associent le terrorisme uniquement à des groupes clandestins et non étatiques. Par contre, la même définition peut s'appliquer à certaines opérations militaires menées par des États. Par exemple, en avril 2004, à la suite de vives résistances contre l'occupation en Irak, l'armée étasunienne tue plusieurs centaines de personnes dans la ville de Falloujah, la plupart des civils, dont des femmes et des enfants.

Malgré l'évidence même que les mouvements terroristes n'ont pas de siège social ou de quartier général bien identifiables, on persiste à lancer une « guerre contre le terrorisme » partout... et pour toujours. Comme l'a dit Dick Cheney, vice-président des États-Unis, dans une déclaration du 19 octobre 2001, cette guerre est différente « dans la mesure où elle n'aura peut-être jamais de fin, du moins pas de notre vivant ». Cependant, depuis le début de la « guerre contre le terrorisme » lancée par le gouvernement des États-Unis en octobre 2001 (les campagnes d'Afghanistan et d'Irak en sont les éléments les plus spectaculaires), le rayon d'action des réseaux terroristes n'a fait que s'étendre, touchant désormais des régions dont certaines étaient autrefois à peu près épargnées : Bagdad, Kirkouk, Mossoul, Bassora et Najaf (Irak) ; Bali (Indonésie) ; Casablanca (Maroc) ; Damas (Syrie) ; Islamabad et Karachi (Pakistan) ; Kaboul (Afghanistan) ; Madrid (Espagne) ; Mombassa (Kenya) ; Moscou (Russie) ; Riad (Arabie Saoudite) ; Tachkent (Ouzbékistan).



Initiative citoyenne

Campagne d'opposition à la guerre en Mauricie

Organisme : Comité de Solidarité Tiers-Monde de Trois-Rivières
Pays ou région : Mauricie
Partenaires : Organismes de solidarité sociale et élus de la Mauricie

Lorsque la menace d'invasion pesait sur l'Irak à l'hiver 2003, le Comité de Solidarité Tiers-Monde de Trois-Rivières (CSTM/TR), à l'instar de certaines d'autres organismes dans le monde, mobilisait ses membres pour manifester en faveur de la paix. Une quarantaine d'organismes de la région, une dizaine de municipalités ainsi que des élus locaux ont signé une résolution d'appui pour dénoncer tout projet de guerre contre l'Irak. Quatre marches et deux vigiles pour la paix ont été organisées dans la région et plus de 50 000 cartes postales d'opposition à la guerre ont été envoyées au premier ministre Jean Chrétien. Le CSTM/TR a aussi produit du matériel pédagogique à l'intention des enseignants, des animateurs à la vie spirituelle et à l'engagement communautaire (AVSEC) et des autres professionnels du milieu pédagogique.



Initiative citoyenne

Comité contre l'impunité au Guatemala

Organisme : Projet Accompagnement Québec-Guatemala
Pays : Canada

Le Comité contre l'impunité au Guatemala a été fondé dans la foulée du lancement du film documentaire *Le pays hanté*, de Mary Ellen Davis, qui trace les grandes lignes du destin de Mateo Pablo, survivant du massacre du village de Petanac, le 14 juillet 1982. Ce destin, c'est aussi celui de millions de Guatémaltèques qui ont vécu la guerre et la terrible répression qui l'a accompagnée, de 1954 à 1996. Durant ce conflit, on estime que quelque 200 000 personnes furent tuées, plusieurs dans des massacres. La situation au Guatemala est toujours très tendue. Les survivants des

Notes

1. Phil Hearse, « Politique et mondialisation armée », *Inprecor*, décembre 2002.
2. Andrew Gumbel, *The Independent*, Londres, janvier 2004.
3. Collectif Échec à la guerre, *La guerre contre le terrorisme : une arme de destruction massive*, mars 2004.
4. Ignacio Ramonet, *le Monde diplomatique*, décembre 2002.
5. Lors de la Révolution française, la « droite » désignait les forces politiques qui désiraient maintenir les privilèges et les inégalités entre les humains tandis que la « gauche » désignait les forces politiques qui aspiraient à un changement social dans le sens d'une plus grande égalité. Aujourd'hui cette définition reste valable : on associe la droite politique à la responsabilité individuelle et aux intérêts des élites, tandis que la gauche s'identifie à la défense des droits collectifs et au bien commun.
6. David Rothkopf, « In Praise of Cultural Imperialism? Effects of Globalization on Culture », *Foreign policy*, Washington, n° 107, été 1997.

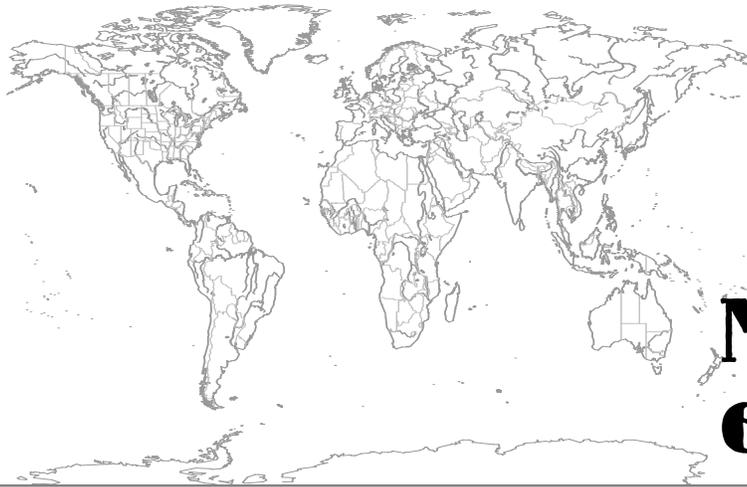
PREMIER ENJEU

Idéologie et culture militaristes

Fiche 1

Fiche 2

Fiche 3



Mondialisation et militarisme

« *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* »

Jean Jaurès

Socialiste et pacifiste français assassiné en 1914 pour son opposition à la Première Guerre mondiale

« *Nous fournissons plein de choses dont nous ne savons pas comment et où ils vont s'en servir.* »

Robert Leboeuf

Président-directeur général de SNC Tec
(le plus important fournisseur canadien de munitions militaires et de soutien logistique pour les opérations militaires outre-mer¹)

Depuis le XV^e siècle et jusqu'en 1975, soit durant près de 500 ans, les pays du monde occidental, dont la France, la Grande-Bretagne, la Belgique et l'Espagne, ont colonisé les pays du Sud, réduisant leurs populations à l'esclavage ou à une condition *inférieure* et s'appropriant leurs richesses. C'est ce qu'on appelle la colonisation. Tout cela sous couvert d'une *mission civilisatrice* sensée sortir les *colonisés* de la *barbarie*. Les habitants du Sud se sont opposés à cette supercherie et à cette exploitation et, entre 1804 et 1975, presque tous les pays colonisés ont accédé à l'indépendance, la plupart après de longues années de guerre de libération (Haïti, Algérie, Viêt-nam, Mozambique, etc.) et, en Inde, après la victoire du mouvement de la non-violence.

Cependant, les relations de domination du Nord sur le Sud ne sont pas disparues. Les pays du Nord ont imposé des rapports économiques et sociaux inégaux, garantissant ainsi leur supériorité économique et politique. Certains éléments bien établis des sociétés du Nord et du Sud maintiennent les inégalités : le prix de vente des matières premières produites dans les pays du Sud, qui ne procure pas aux travailleurs et aux travailleuses un salaire équitable ; la dette des pays du Sud, qui est si élevée que le paiement des intérêts à lui seul ralentit l'économie ; les relations commerciales injustes et inéquitable ; les guerres dans les pays du Sud, alimentées par les grandes puissances, qui maintiennent ces pays dans la fragilité économique et sociale.

Aujourd'hui, le même processus de domination et d'exploitation se poursuit, avec désormais un nouveau nom et de nouvelles pratiques ; c'est ce que l'on appelle la mondialisation. Et, une fois encore, ce processus rencontre de vives résistances au Sud comme au Nord.

La mondialisation n'est pas un phénomène naturel inéluctable, comme le sont, par exemple, la pluie et le beau temps. Il s'agit plutôt d'un processus politique qui vise à inclure toute la planète dans la même sphère de l'économie marchande (ou de marché). La mondialisation se fait au niveau géographique en intégrant le plus de pays possibles ; elle tente également d'intégrer à la sphère marchande (ou dans le marché) toutes les dimensions de la vie humaine : les loisirs, l'art et la culture, et – pourquoi pas – la vie elle-même : le commerce des organes, de l'eau et de l'air, des idées et des gènes des humains, des plantes et des animaux².

L'objectif politique de la mondialisation se heurte à toutes sortes de résistances : des États et des communautés qui se sentent menacés dans leur identité ou leur intégrité ainsi que des personnes issues de classes sociales qui se font écraser par le rouleau compresseur du marché. Car dans la logique du marché, le profit est plus important que les personnes.

Les relations entre le processus de mondialisation et le militarisme ne sautent pas toujours aux yeux. Pourtant, pour l'essentiel, les industries d'armement se trouvent au Nord et elles profitent des guerres au Sud pour vendre des armes et s'accaparer le plus de ressources naturelles possibles. Les guerres qui font rage en Afrique font donc partie du phénomène de la mondialisation. Contrairement à ce qui est véhiculé dans les médias, les guerres qui se déroulent sur le continent africain n'ont pas pour cause première les rivalités entre différentes communautés, même si celles-ci s'affrontent. C'est plutôt la rivalité pour le contrôle des ressources naturelles qui est le fondement des guerres. Au Soudan, par exemple, le contrôle d'une région pétrolière est à la base d'un conflit auquel s'ajoutent des divisions ethniques et religieuses.

L'industrie militaire canadienne

ENTREPRISE	LIEU	CHIFFRE D'AFFAIRES MILITAIRE 2002 (M\$)	PRODUCTION MILITAIRE >20%	PRODUCTION
GM Defense Canada	London	1400	Oui	<ul style="list-style-type: none"> ■ Véhicules blindés légers (LAV) vendus aux États-Unis, Arabie Saoudite, Australie, Canada ■ Contrat de 6 milliards sur plusieurs années pour des LAV-Stryker pour l'armée étasunienne
CAE	Montréal	565	Oui	<ul style="list-style-type: none"> ■ Simulateur de vol pour avions militaires ■ Système électronique de contrôle de navires de guerre ■ Formation des opérateurs de drones étasuniens ■ Simulateur de missions de combat des hélicoptères Apache (É.-U.) ■ Projet antimissile avec Boeing
Bombardier	Montréal	441		<ul style="list-style-type: none"> ■ Soutien et entraînement des pilotes de l'OTAN ■ Contrat d'entretien des CF-18 et des appareils Sherpa étasuniens ■ Co-développement des drones étasuniens ■ Avions commerciaux vendus à des fins militaires ■ Ponts mobiles pour l'armée étasunienne ■ Développement du CI-327, un avion à décollage vertical
SNC-Lavalin	Montréal	227		<ul style="list-style-type: none"> ■ Munitions de 5 mm à 155 mm ■ Grenades, lance-grenades ■ Mine antipersonnel Elsie (jusqu'en 1992) ■ Détonateur C-19 Claymore
General Dynamics Canada	Ottawa, Calgary	210	Oui	<ul style="list-style-type: none"> ■ Équipement de communication pour les avions de surveillance canadiens
Pratt & Whitney Canada	Longueuil	170		<ul style="list-style-type: none"> ■ Moteurs pour avions militaires d'entraînement
Magellan Aerospace Corp.	Toronto	166	Oui	<ul style="list-style-type: none"> ■ Composantes pour avions militaires
Bell Helicopter Textron Canada	Mirabel	163		<ul style="list-style-type: none"> ■ Hélicoptères à double usage civil et militaire
Northstar Aerospace	Toronto	111	Oui	<ul style="list-style-type: none"> ■ Pièces pour hélicoptères militaires Lynx (G.-B.) et Apache (É.-U.)
Héroux-Devtek	Longueuil	105	Oui	<ul style="list-style-type: none"> ■ Pièces de systèmes d'atterrissage pour l'armée de l'air et la marine étasuniennes ■ Une division produit des armes automatiques pour l'armée canadienne et autres pays de l'OTAN
CMC Electronics	Montréal	135 (en 2001)	Oui	<ul style="list-style-type: none"> ■ Systèmes de communication électronique pour l'aviation et la marine militaires ■ Systèmes de positionnement dans l'espace, antennes de communication par satellite ■ Conception du système de gestion de vol des hélicoptères étasuniens Blackhawk

Source : Collectif Échec à la guerre.

L'occupation de l'Irak fait aussi partie du processus de la mondialisation. Voici cinq compagnies et une agence gouvernementale qui sont impliquées dans l'occupation de l'Irak et qui ont tous des bureaux à Montréal.

Partenariat technologique Canada

Le PTC est une agence du gouvernement fédéral qui donne des subventions et des prêts à des entreprises surtout actives dans le domaine de l'armement. Deux entreprises qui ont des bureaux montréalais ont profité de l'argent du PTC au cours des dernières années. Il s'agit de CAE, le plus grand producteur militaire du Canada et impliqué dans le projet de bouclier antimissile, ainsi que Lockheed Martin, le plus grand producteur militaire au monde.

SNC Lavalin

Une des compagnies les plus profitables du Québec, SNC a fourni les munitions d'entraînement pour l'exercice militaire de Sherbrooke en 2003,

en vue du rôle central de l'armée canadienne dans l'occupation de l'Afghanistan, ce qui a permis aux troupes étasuniennes mobilisées dans ce pays de se rendre en Irak. SNC a obtenu ensuite le contrat pour fournir le support logistique aux troupes canadiennes en Afghanistan. À la fin du mois de mai 2004, SNC a signé un contrat pour fournir aux militaires étasuniens les munitions utilisées en Irak.

Bearing Point

Cette entreprise de consultation basée aux États-Unis a reçu un contrat pour revoir l'infrastructure économique irakienne. L'entreprise a reçu des contrats semblables pour l'Afghanistan et la Bosnie. Bearing Point est l'une des plus grandes firmes de consultants au monde.

Bechtel

Le groupe Bechtel, basé aux États-Unis, a reçu le contrat principal pour reconstruire tous les systèmes d'aqueducs, d'égoûts et d'électricité que

les États-Unis ont détruit au cours des 13 dernières années en Irak. Bechtel est aussi l'un des plus grands donateurs du Parti républicain de George W. Bush, avec des contributions de 770 000 dollars entre 1999 et mars 2003.

Computer Sciences Corporation

CSC a acheté DynCorp en 2003, une des plus grandes compagnies militaires privées au monde. Les États-Unis ont octroyé à DynCorp le contrat de « soutien légal » en Irak. Il y a pour rétablir les fonctions de police, de justice et de prison en Irak d'après-guerre.

ExxonMobile/Esso

Exxon Mobile a versé pas moins de 1 226 331 dollars étasuniens à la campagne électorale de George W. Bush. Esso a annoncé une augmentation de profits de l'ordre de 58% pour le second quart de 2003, attribuée surtout à l'invasion de l'Irak. Esso participe maintenant à l'exportation du pétrole irakien.



Initiative citoyenne

Renforcement de l'économie locale par le commerce équitable et développement durable

Organisme : Médecins aux pieds nus Canada

Pays ou région : Timor-Oriental

Partenaire : Agrintimor

Passant sous l'administration des Nations-Unies en 1999, le Timor-Oriental doit se relever de 24 ans d'occupation militaire indonésienne : son économie est dévastée, les tensions religieuses sont exacerbées et les différentes couches sociales sont éclatées. Médecins aux pieds nus Canada a choisi le renforcement de l'économie locale comme voie principale pour recréer un tissu social fort et rendre indépendante l'économie timoraise. En partenariat direct avec une coopérative réunissant plusieurs centaines de petits producteurs, MAPN-Canada développe un réseau de commerce équitable pour permettre à des centaines de familles de vivre dignement de leurs productions de café, de vanille, de riz ou de *neem*. Des formations en agriculture et élevage biologiques permettront aussi aux producteurs d'améliorer la productivité et les encourageront à utiliser des techniques de développement durable.

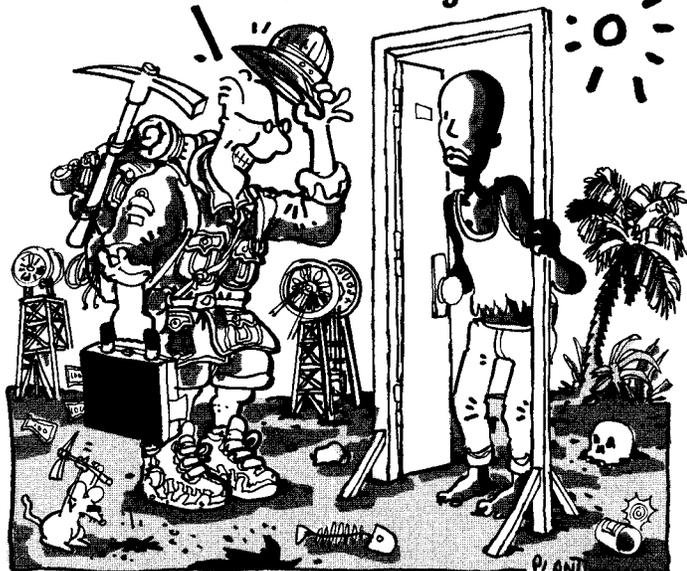
Carlyle, le plus grand investisseur privé du monde

Un grand défenseur de la mondialisation est le géant corporatif Carlyle. Le groupe Carlyle gère 18 milliards de dollars étasuniens, placés dans les secteurs de la « défense » (c'est-à-dire les secteurs de la guerre) et de la haute technologie, le spatial, l'informatique liée à la sécurité et les télécommunications. Il s'agit de l'un des groupes les plus puissants au monde, en raison de ses liens étroits avec les hauts dirigeants des États-Unis et ceux d'autres pays. Toutes les personnes suivantes ont occupé ou occupent encore des postes importants chez Carlyle, que ce soit en tant que conseiller, membre de la direction ou du conseil d'administration. D'autres sont des partenaires d'affaires :

- **Alice Albright**, fille de Madeleine Albright, ancienne secrétaire d'État des États-Unis ;
- **Al-Walid**, prince d'Arabie Saoudite ;
- **Arthur Lewitt**, ancien président de la Securities Exchange Commission (SEC), chargée de superviser la bourse de New-York ;
- **Brian Mulroney**, ancien Premier ministre du Canada ;
- **Caspar Weinberger**, ancien secrétaire à la Défense des États-Unis ;
- **Colin Powell**, actuel secrétaire d'État des États-Unis ;
- **Fidel Ramos**, ancien président des Philippines ;
- **Frank Carlucci**, ancien secrétaire à la Défense des États-Unis ;
- **George Bush (père)**, anciennement chef de la CIA, vice-président et président des États-Unis ;
- **George W. Bush**, actuel président des États-Unis ;
- **James Baker III**, ancien secrétaire d'État des États-Unis ;
- **John Major**, ancien premier ministre de la Grande-Bretagne ;
- **Park Tae-Joon**, ancien premier ministre de la Corée du Sud ;
- **Richard Darman**, ancien directeur du budget à la Maison Blanche ;
- **Shafiq ben Laden**, homme d'affaires, frère du terroriste international ;
- **William Kennard**, ancien chef de la FCC, chargée des télécommunications aux États-Unis³.

La plupart de ces gens occupent présentement des postes politiques et ont beaucoup de pouvoir. De plus, ils ont des intérêts économiques dans les secteurs de la guerre. On peut donc se demander si leurs décisions politiques sont prises dans les meilleurs intérêts de la population.

**Bonne nouvelle : On vient de trouver des
diamants dans votre jardin!**
Mauvaise nouvelle : Ça va être la guerre!



Des reculs importants pour la paix dans le monde

Au cours des cinq dernières années, les États-Unis se sont retirés ou ont rejeté plusieurs initiatives internationales visant le désarmement et la pacification des relations entre les pays :

- Retrait du traité START II, qui obligeait les États-Unis et la Russie à réduire le nombre d'armes nucléaires stratégiques de 6000 à 3000, d'ici 2007 ;
- Retrait du Traité de non-prolifération des armes nucléaires.
- Retrait des discussions en cours depuis 10 ans sur l'élaboration d'une Convention sur les armes biologiques ;
- Sabotage de l'accord sur le contrôle des armes légères ;
- Rejet du Traité d'Ottawa, la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction.
- Rejet de la Cour internationale de justice visant les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité⁴.



Initiative citoyenne

Une campagne pour le contrôle des armes : la Pétition du million de visages

Organismes : Oxfam international et ses partenaires

Il s'agit d'une pétition visuelle qui permet aux gens de faire part de leur inquiétude face à la propagation des armes dans le monde. Pourquoi rejoindre le million de visages ? Il y a environ 639 millions d'armes légères en circulation aujourd'hui dans le monde. Huit millions sont produites chaque année. En l'absence d'un contrôle strict, ces armes vont continuer à alimenter les conflits meurtriers, la répression étatique, la criminalité et la violence domestique. La pétition du million de visages constituera le plus grand mouvement populaire contre l'utilisation abusive des armes. Pour participer, remplissez le formulaire disponible à cette adresse Internet : <www.controlarms.org>.

Notes

1. Collectif Échec à la guerre, *La guerre contre le terrorisme*, op. cit.
2. Claude Serfati, « Militarisme et impérialisme : l'actualité du XXI^e siècle », *Inprecor*, février 2003.
3. Eric Leser, « L'empire Carlyle », *Le Monde*, 30 avril 2004.
4. Molly Ivins, *Bushwhacked. Life in George W. Bush's America*, New York, Random House, 2003.



La culture de la violence

Même au Québec, à des milliers de kilomètres des zones de conflits armés, l'idéologie et la culture militaristes sont très présentes dans nos vies. Il suffit de penser à la mode vestimentaire, aux films, vidéos et jeux électroniques imprégnés de culture militariste qui sont si populaires auprès des jeunes. Une étude récente, publiée dans le journal de l'Association médicale des États-Unis portant sur l'exposition des adolescents à la violence dans les jeux électroniques, montre que 90% des jeux classés pour adolescents requièrent du joueur qu'il blesse un adversaire, tandis que 69% d'entre eux accordent des points pour le meurtre d'un adversaire¹. Notons par ailleurs que dans plusieurs cas, les ennemis du jeu vidéo ressemblent aux stéréotypes des ennemis présentés comme tels dans les grands médias occidentaux. Par exemple, les Arabes ont souvent dans les films ou les jeux le rôle des méchants, ce qui augmente les stéréotypes, même si les Arabes, comme tous les êtres humains, désirent vivre dans la paix. Ces jeux ne sont pas inoffensifs. Ils renforcent, aux yeux des nouvelles générations, la tendance actuelle à la banalisation et à l'intériorisation de la violence et du recours aux armes, présentés comme un mode de comportement anodin et acceptable. Cette tendance profite à ceux et celles qui ont des intérêts dans l'industrie de la guerre².

L'armée étasunienne investit dans le développement de jeux vidéo, à la suite du succès de *America's Army*, créé en 1999 et offert gratuitement sur Internet. Plus de 3 millions de personnes y ont déjà joué. Ce jeu encourage les jeunes à s'enrôler dans l'armée, mais camouffle une partie importante de la réalité militaire : on n'y voit jamais de sang. On y apprend plutôt le fonctionnement des différentes armes utilisées dans les combats contemporains. L'armée des États-Unis s'intéresse maintenant au marché des consoles, qui touche une clientèle de plus en plus vaste – et plus jeune que celle des ordinateurs personnels. Elle vient donc de signer un contrat exclusif avec le créateur de logiciels UbiSoft³. On ne sait pas encore si c'est la succursale montréalaise de l'entreprise qui réalisera le contrat.

Même notre vocabulaire est rempli de références militaires : *conquérir* de nouveaux marchés ; déclarer la *guerre* à l'évasion fiscale ; imposer des *couvre-feux* aux jeunes...

PERMETTEZ-MOI, MADAME, DE VOUS DIRE QUELQUES BANALITÉS VIDES DE SENS MAIS QUI FERONT CROIRE À LA CAMÉRA QUE JE SUIS DE TOUT CŒUR AVEC VOUS !



Initiative citoyenne

Colloque Sécurité humaine et enfants touchés par la guerre

Organisme : Carrefour Tiers-Monde

Dans un contexte de prolifération des mesures de sécurité et d'augmentation des budgets de la défense nationale, il est essentiel de se questionner sur le présent et l'avenir des enfants qui subissent, directement ou indirectement, les conséquences des guerres. Ce colloque, tenu en avril 2002, avait pour but de sensibiliser, d'approfondir la réflexion et de permettre à

des jeunes et à des universitaires de la région de Québec de se sentir concernés par des enjeux mondiaux sur la sécurité humaine et les enfants touchés par la guerre. Les participants ont été consultés sur les recommandations du Plan d'action des ONG: « Tout enfant a droit à la paix » (Conférence internationale sur les enfants touchés par la guerre, Winnipeg, septembre 2000) et, à partir de leurs propositions, des recommandations ont été acheminées au gouvernement du Canada.



Initiative citoyenne

Concours international de jouets fabriqués à partir de matériaux récupérés : Un jouet contre un fusil !

Organisme : CLUB 2/3

Pays ou région : Activité internationale

Partenaires : Oxfam-Québec, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et le Biodôme de Montréal

Des jouets qui ne font pas référence à la guerre ou aux armes, voilà l'un des critères de sélection du Concours international de jouets fabriqués à partir de matériaux récupérés. Cette activité organisée par le CLUB 2/3 depuis 1992 a été réalisée auprès de milliers de jeunes des écoles du Québec et à travers le monde. L'élimination de tous les jouets qui font référence à la guerre ou aux armes est un important sujet de discussion entre les élèves et les professeurs et entre les élèves eux-mêmes. Plusieurs des pays qui participent chaque année au concours ont eu à vivre, ou vivent encore des conflits qui ont occasionné la mort de nombreux civils et où les armes sont encore très présentes, comme Haïti, le Salvador et le Togo. En ce sens, le concours se veut un instrument de promotion de la paix et de la solidarité entre les individus et entre les peuples.

Ce concours, où les mentions remplacent les prix, vise à développer la créativité des jeunes au Québec et dans les pays partenaires tout en les sensibilisant à la solidarité et au développement. Les réalisations collectives sont favorisées, le travail d'équipe étant un des éléments essentiels à la coopération internationale. Les jouets doivent être entièrement faits à partir de matériaux récupérés, pour respecter l'environnement et amorcer une réflexion sur la consommation responsable. Est-il nécessaire d'avoir le dernier Nintendo pour s'amuser?

Notes

1. *Journal of the American Medical Association*, vol. 291, n° 7, 18 février 2004.
2. Coalition to Oppose Arms Trade, *Press for conversion*, n° 45, juillet 2001.
3. Cf. « L'armée américaine monte au front des consoles de jeux », *La Presse*, 20 avril 2004.



La violence au cœur de l'armée

Dans le mot *militarisme*, il y a bien sûr celui de *militaire*. À peu d'exceptions près, tous les États du monde sont dotés d'une armée formelle au service du gouvernement en place. En principe, ces armées sont formées et mobilisées pour défendre le territoire du pays. Au delà de la défense de leur territoire, plusieurs pays, dont le Canada, contribuent aussi à des campagnes militaires internationales de maintien de la paix, par le biais des Casques bleus, sous la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies. Malgré ces objectifs, le quotidien militaire est plus souvent qu'autrement centré sur la violence. En effet, les gouvernements du monde emploient souvent la force militaire pour imposer leur pouvoir politique ou économique.

À titre d'exemple, soulignons la situation au Chiapas, une zone hautement militarisée du Mexique. Les populations autochtones y militent pour leur autonomie culturelle, économique et politique, face au gouvernement mexicain qui refuse tout dialogue. Leurs luttes ont attiré l'attention internationale lors du soulèvement populaire du 1^{er} janvier 1994, date d'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Depuis, l'armée mexicaine tente de mater toute initiative politique d'autodétermination autochtone.

C'est dans ce contexte que des femmes de 48 municipalités du Chiapas se sont rencontrées pour faire le point lors la Conférence des femmes unies contre la violence, l'impunité et la guerre au Chiapas, à San Cristobal de las Casas en 1999. Elles ont déclaré que les mouvements sociaux et politiques sont systématiquement réprimés par l'armée mexicaine et les femmes violées par les soldats dans une guerre dont la terreur de l'occupation militaire en serait la stratégie principale¹.

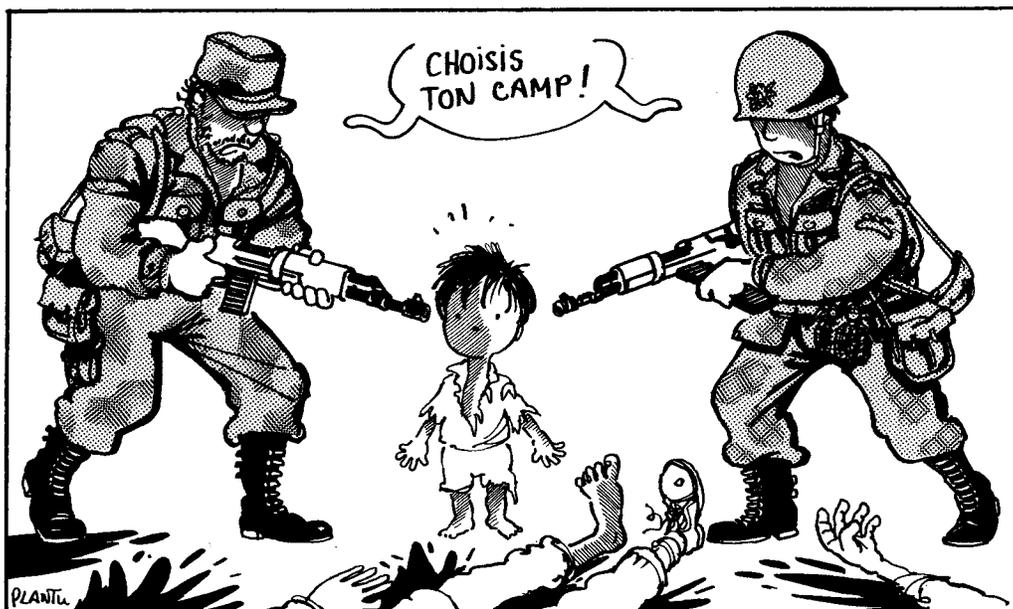
Les observations qui suivent, si elles se concentrent sur les armées formelles des États, s'appliquent généralement aux milices, aux groupes paramilitaires de même qu'à la plupart des guérillas. Ces groupes ont souvent la même structure et la même organisation qu'une armée, quoique leurs objectifs politiques varient d'un cas à l'autre. Ils se battent parfois aux côtés du pouvoir en place et dans d'autres cas, ils s'insurgent

contre celui-ci. Comme les armées formelles, ces groupes sont formés au maniement des armes et aux stratégies militaires pour atteindre leurs objectifs.

Un des principes de base de toute armée est l'obéissance des soldats envers les officiers. Les soldats doivent croire sans aucune hésitation à la justesse de leur rôle au service d'un gouvernement ou d'une cause. Cette capacité de mettre de côté son intérêt personnel pour promouvoir un intérêt collectif est essentielle à la cohésion de toute organisation militaire. Mais une telle faculté d'obéir n'est pas donnée à la naissance. Elle est le résultat d'une éducation politique et d'un engagement individuel à servir l'autorité. En 1981, l'historien canadien et documentariste Gwynne Dyer a consacré une série télévisée sur la guerre et ses conséquences sur la vie des soldats et des civils². Selon Dyer, l'entraînement psychologique et physique d'un soldat repose sur l'idée que la violence est inévitable et que la force physique est synonyme de pouvoir. L'obéissance du soldat se base surtout sur la violence des punitions et sévices infligés à ceux qui désobéissent (isolement du groupe, châtiments corporels, humiliations) et le désir d'être respecté par ses pairs.

Selon le documentaire de Dyer, la violence au cœur de l'armée comporte plusieurs aspects : dénigrement de l'individu et de sa dignité intrinsèque ; culte de la masculinité ; mépris de certains sentiments comme l'empathie, la peur ou le doute ; esprit de corps ; loi du silence envers l'extérieur. C'est justement cet esprit de corps et la loi du silence envers l'extérieur qui auraient permis de cacher au public canadien le comportement inacceptable de soldats canadiens lors d'une mission en Somalie.

En 1993, alors que des membres du Régiment aéroporté du Canada étaient stationnés à Belet Uen, dans le cadre de la mission des Nations Unies en Somalie, un jeune Somalien de 16 ans, Shidane Arone a été battu à mort par des soldats canadiens. Il avait été découvert à l'intérieur d'un camp étasunien abandonné, situé près d'un camp canadien. L'adolescent n'avait opposé aucune résistance à son arrestation. Au moins quatre militaires et un officier du régiment de Petawawa en Ontario, tous



L'École des Amériques

Établi en 1946 dans la zone étasunienne du canal de Panama en Amérique centrale, le centre de formation militaire le plus important d'Amérique latine a permis aux États-Unis d'entraîner et de former idéologiquement plus de 60 000 militaires. Depuis 1984, l'École des Amériques a été transférée à Fort Benning (Géorgie). Parmi ses élèves, quelques noms tristement célèbres : les généraux putschistes argentins Viola, Videla et Galtieri, les dictateurs Pinochet (Chili), Somoza (Nicaragua), Manuel Noriega (Panama), Stroessner (Paraguay), Hugo Banzer (Bolivie), Juan Melgar Castro et Policarpio Paz Garcia (Honduras), Carlos Humberto Romero (Salvador)... L'École a été mise en place pour entraîner des policiers, des militaires et des agents de renseignements pour les alliés des États-Unis en Amérique latine. Et ce, pour combattre les forces de résistance que les États-Unis considéraient « communistes ». L'action anti-insurrectionnelle passe par l'endoctrinement idéologique, les liens personnels, l'apprentissage de l'*American way of life*. La déclassification par l'administration du Président Bill Clinton de nombreux documents a permis de découvrir les méthodes préconisées dans ses manuels d'enseignement : torture, exécutions, chantage, détention des proches des suspects comme méthodes d'interrogatoire, emploi de méthodes clandestines comme la « disparition » ; autant de violations de droits humains qui ont affecté l'Amérique latine. Les techniques de torture utilisées à la prison d'Abu Ghraib en Irak ont été testées par des diplômés de cette école. Très vivement contestée aux États-Unis même, l'École des Amériques a été fermée en l'an 2000 par le président Clinton qui l'a rouverte aussitôt sous un nouveau nom : Institut de défense pour la coopération de la sécurité hémisphérique.

Source : *Le Monde diplomatique*, dossier « L'Amérique latine à l'heure colombienne », juin 2001.

en « mission de paix », ont été condamnés pour meurtre, torture et infliction illégale de lésions corporelles.

L'année suivante, en 1996, le régiment de Petawawa est de nouveau au centre d'un scandale. Le visionnage par des millions de téléspectateurs de bandes-vidéo relatant des séances d'initiation du Régiment aéroporté, a finalement mené au démantèlement dans la disgrâce de l'unité d'élite³. Sur les bandes, les soldats s'administrent des chocs électriques et se passent de la nourriture de bouche en bouche, des recrues sont forcées de manger leurs propres excréments. On apprendra plus tard que ces « initiations » étaient monnaie courante depuis des années et que des femmes portant l'uniforme avaient été victimes de sévices sexuels durant celles-ci.

Le problème de la violence à l'intérieur des Forces ne se limite pas à ce régiment. En avril 2000, le ministre de la Défense de l'époque, Art Eggleton, a été forcé d'admettre que des mesures devaient être adoptées pour remédier au problème de la violence conjugale dans l'armée canadienne. Un rapport révélait en effet que plusieurs officiers avaient caché des actes de violence commis par des militaires contre leurs conjointes. Cette protection a permis à des agresseurs d'éviter de faire face aux tribunaux. Des officiers ont également arrêté des victimes lorsqu'elles revenaient chercher leurs affaires sur la base militaire, les accusant d'être entrées par effraction.

Ces révélations touchant les forces canadiennes illustrent bien qu'il existe certaines formes de violence au sein de l'armée, d'abord basée sur l'obéissance absolue des soldats envers leurs supérieurs. Cette obéissance est due en grande partie au fait que les soldats, à force de conditionnement, de violences et d'humiliations, en viennent à perdre leurs repères et leur jugement. Les initiations brutales et la glorification des pires meurtriers mènent à une déshumanisation des soldats qui, en « mission de paix » ou sur un champ de bataille, se prêtent aux pires exactions, comme cela a été le cas hier en Somalie avec l'armée canadienne et aujourd'hui en Irak avec les armées des États-Unis et de la Grande-Bretagne⁴.

Plusieurs objecteront que l'armée est tout de même une institution utile pour porter secours aux populations victimes de catastrophes naturelles,

ou pour rescaper des personnes perdues en haute mer ou dans des endroits inaccessibles. Mais, pour installer une digue contre les inondations, évacuer les marins d'un bateau en perdition, qui a besoin d'armes? Une institution civile et non-violente, bien équipée et bien entraînée, pourrait effectuer ces tâches essentielles.



Initiative citoyenne

Comité des mères de soldats

Pays : Russie

En Russie, le Comité des mères de soldats se bat pour que les appelés au service militaire obligatoire soient traités avec plus d'humanité. Selon les statistiques officielles, au cours des quatre premiers mois de 2003 uniquement, 1200 appelés sont morts dans les unités du pays (sans compter ceux qui sont tombés en Tchétchénie). Les causes des décès sont variées : nombreux sont ceux qui meurent des sévices qui leur sont administrés lors de leur recrutement, dans des séances d'« initiation » d'une très grande violence ; d'autres encore se suicident ; d'autres enfin meurent des violences infligées par des officiers qui contrôlent des trafics illégaux de toutes sortes (drogue, alcool, etc.). Devant cette situation, Valentina Melkilova et des dizaines d'autres femmes ont fondé le Comité des mères de soldats afin de défendre les droits des soldats et protéger leur vie. Elles offrent asile et assistance aux soldats qui choisissent de désertir. En faisant pression auprès du gouvernement russe, elles militent en faveur de la paix en Tchétchénie, ce pays qui subit l'agression de la Russie depuis sa déclaration d'indépendance en novembre 1991. Elles militent aussi pour la fin du service militaire obligatoire⁵.



Initiative citoyenne

Alliance Laurentides pour la solidarité internationale et la paix

Organisme : Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM)

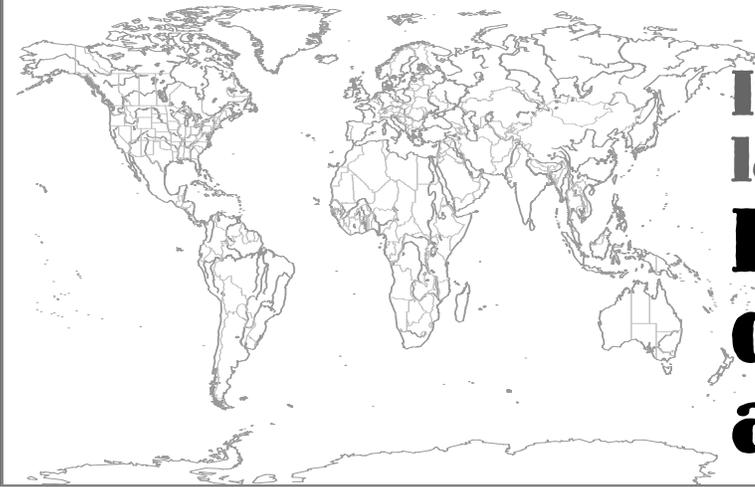
Pays ou région : Laurentides

Partenaires : Organismes de solidarité sociale de la région des Laurentides

L'Alliance Laurentides pour la solidarité internationale et la paix (ALSIP) a été créée en 2003 dans la foulée d'une mobilisation citoyenne internationale pour contrer la menace d'invasion et d'agression militaire de l'Irak. Ce forum a canalisé en région un point de vue citoyen sur cette guerre et sur le rôle du gouvernement canadien. Des activités telles que du transport collectif pour les grandes manifestations de Montréal et une vigile à Saint-Jérôme en solidarité avec la population irakienne ont fait suite à cette prise de parole collective. À l'automne 2003 une série hebdomadaire de 12 émissions de 30 minutes à la télévision communautaire du Grand Saint-Jérôme a fait connaître le travail de solidarité internationale des organismes associés à l'ALSIP.

Notes

1. *Women's Claim upon the violence, the Impunity and the War in Chiapas*, Conference of Women United against Violence, Impunity and War in Chiapas, San Cristobal de las Casas, Chiapas, Mexique, 25 novembre 1999
2. *War*, série documentaire, coproduction internationale, 1981. *War*, le livre d'accompagnement pour la série, a reçu le Columbia University School of Journalism Award en 1986. Réédition prévue en octobre 2004 chez Random House of Canada.
3. « David Collette, un ministre dans la tourmente », *Le Devoir*, 6 avril 1996.
4. « Irak et Afghanistan. 35 cas de torture auraient conduit à la mort de 25 prisonniers », *Le Devoir*, 5 mai 2004.
5. « Quand les mères de soldat entrent en politique », *Courrier international*, n° 699, mars 2004.



Impacts sur la santé publique

Le cas de l'uranium appauvri

L'exemple de l'uranium appauvri¹ est très révélateur des impacts directs du militarisme sur la santé et l'environnement. Ce produit radioactif employé dans la fabrication d'obus a été utilisé contre l'Irak dès 1991 et à nouveau en 2003, en Afghanistan (2001), en Bosnie (1994-1995), au Kosovo et en Serbie (1999). En plus des morts, des blessés et des dégâts matériels importants provoqués par ces armes dans l'immédiat, les recherches indiquent que « la contamination par l'uranium appauvri empoisonne l'environnement pour plusieurs milliers d'années et provoque chez les populations touchées une multiplication des cancers, des leucémies, ainsi que d'autres maladies graves, et l'apparition de malformations congénitales monstrueuses² ».

Ainsi, dans le sud de l'Irak, après la première guerre du Golfe en 1991, on estime que près de 900 000 tonnes de plantes sauvages comestibles et près du tiers des animaux ont été contaminés par l'uranium appauvri dans cette région. De plus, les médecins ont constaté une augmentation de 700 % du nombre de cancers, de 400 % du nombre de malformations congénitales et de 350 % du nombre de leucémies³.

Les effets de l'uranium appauvri sont terriblement dévastateurs pour les populations civiles. Malheureusement, il est impossible de connaître les impacts précis sur toutes les zones touchées, puisque aucune étude sérieuse n'a été entreprise dans ces pays et que les armées qui utilisent l'uranium appauvri nient encore que c'est extrêmement nocif pour la santé. Toutefois, l'effet de ces armes est connu à petite échelle, puisque la santé des soldats qui les ont utilisées a été étudiée.

Des dizaines de milliers d'anciens militaires étasuniens et britanniques souffrent du « syndrome de la guerre du Golfe », que les recherches associent à leur exposition à l'uranium appauvri. Le syndrome se traduit par des dysfonctionnements respiratoires, du foie et des reins, des pertes de mémoire, de la fièvre, ou encore une pression artérielle anormalement basse et il peut avoir des conséquences mortelles. Darren et Julia Office ont été invités en 1998 par la *London School of Hygiene and Tropical Medicine*, à participer en Grande-Bretagne à une enquête sur les effets de

la guerre du Golfe sur la reproduction et la santé des enfants de soldats ayant participé au conflit. Leur fille Kimberley présente des malformations congénitales graves auxquelles elle ne survivra pas. Darren Office avait constaté que, des 27 soldats de son groupe, trois avaient eu des nouveau-nés mal formés ou mort-nés. Darren Office était, pendant la guerre, combattant du Queen's Royal Irish Hussars. Les derniers jours, il se trouvait au front, sur la route de Bassora, la « route de la boucherie » comme on la nomme à Bagdad. Là, alors que l'armée irakienne quittait le Koweït, tel qu'exigé, les bombardiers américains ont quand même pilonné les colonnes de blindés, utilisant les fameux missiles « tueurs de chars » ou « tank-busters » contenant de l'uranium appauvri radioactif. « C'était la première fois qu'on voyait des tanks soviétiques, raconte Chris Kornkven, soldat américain de l'US 304th Combat Support Group. Nous sommes allés les regarder, certains ont pris des fragments de munitions comme souvenir et les ont attachés à leur cou. » « Nous avons tous fait ça », confirme Darren Office⁴.



Initiative citoyenne

Grève d'ouvriers contre l'uranium appauvri

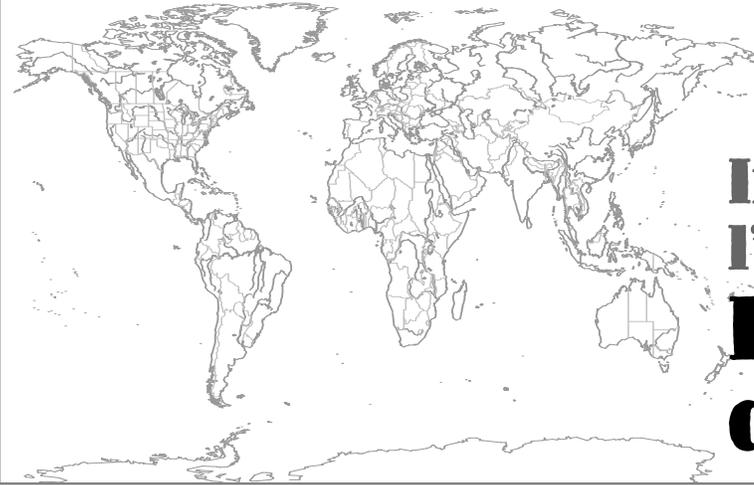
Pays : États-Unis

Aux États-Unis, les usines de fabrication d'uranium appauvri sont considérées comme les pires usines du point de vue des conditions de travail. En 1980, les ouvriers de TNS, à Jonesborough (Tennessee), se sont rendus célèbres par la grève qu'ils ont menée pour faire reconnaître le premier décès dû à la contamination. Lors de leur embauche, on disait aux ouvriers de l'entreprise que « travailler avec de l'uranium appauvri n'était pas plus dangereux que de se tenir près d'un four à micro-ondes⁵ ». Les employés n'avaient droit à aucune protection contre les radiations et ne bénéficiaient d'aucun suivi médical. Même s'ils n'ont pas obtenu d'amélioration substantielle de leurs conditions de travail, leur lutte a contribué à faire connaître la dangerosité de l'uranium appauvri.



Notes

1. L'uranium appauvri est un métal de très haute densité (1,7 fois supérieure à celle du plomb), utilisé comme composante de certaines armes, qui permet à celles-ci de transpercer les blindages les plus solides et de traverser des dizaines de mètres de roche ou de béton.
2. Joëlle Pénocet, « Escalade des armes à l'uranium appauvri », *Médecines nouvelles*, 3^e trimestre 2002.
3. *Ibid.*
4. « Guerre propre... Au début des années 1990, des GI ayant servi dans la guerre contre l'Irak tombaient, victimes d'un fléau inconnu », *L'Humanité*, 10 avril 1999.
5. Akira Tashiro, *Discounted Casualties: The Human Cost of Depleted Uranium*, Hiroshima, The Chugoku Shimbun, 2001.



Impacts sur l'environnement

Deux études de cas

Des obus dans le lac Saint-Pierre au Québec

Depuis le début des années 1950, l'armée canadienne tire des obus dans le lac Saint-Pierre, près de Nicolet en bordure du fleuve Saint-Laurent, pour fins d'entraînement et de mise au point des équipements. Le Centre d'essais et d'expérimentation de munitions (CEEM) des Forces armées a tiré plus de 500 000 obus directement dans le lac, à l'intérieur d'une zone protégée occupant environ 40% de sa superficie. Mais sous la pression des citoyens et des environnementalistes, l'armée a été obligée de réviser son programme d'essai sur le site.

Un groupe de citoyens de Nicolet s'est plaint du bruit occasionné par cette pratique et a formé une association, le Groupe d'action pour la restauration du lac Saint-Pierre (GAR). Le GAR a bruyamment manifesté en demandant la fermeture complète du site.

La contamination du milieu aquatique par les obus est un sujet de préoccupation pour les écologistes, qui ont également protesté. Le matériel explosif étant soluble dans l'eau, c'est l'oxydation des débris métalliques des obus, notamment le cuivre qui est un phytotoxique (une substance nuisible au développement et à la croissance des plantes), qui inquiète le plus pour la contamination du milieu. Les déchets et résidus toxiques générés par les tirs d'obus en milieu marin sont nombreux (le plomb, le fil de cuivre, le lithium, etc.) et leurs effets largement documentés¹.

Le site restera ouvert, malgré les revendications des citoyens et des écologistes. Cependant, depuis janvier 2000, il y a arrêté complet des tirs dans le lac et aménagement à la place d'une butte d'arrêt limitant désormais la zone de retombée au terrain de la base militaire, située en bordure. Selon un communiqué du Ministère de la Défense du Canada, on estime que le fond du lac recèle environ 300 000 projectiles et débris de divers calibres², dont certains n'ont jamais éclaté.

Les tests balistiques, auparavant effectués intégralement par l'armée elle-même, sont aujourd'hui faits par une compagnie privée, SNC-Lavalin (voir fiche 2), qui loue le site.



Les bombardements chimiques au Viêt-nam

Les conflits du XX^e siècle ont gravement endommagé l'environnement des pays affectés. Pour les humains et pour la nature, les dégâts perdurent bien après que les armes se sont tuées. On a commencé à se soucier des conséquences de la guerre sur l'environnement après l'opération Ranch Hand, menée au Viêt-nam par les États-Unis dans les années 1960. Elle visait à défolier (ou brûler) la jungle pour en chasser les combattants communistes. Entre 1962 et 1971, l'aviation militaire étasunienne a répandu sur ce pays quelque 70 millions de litres d'herbicides très puissants, notamment l'agent orange. Environ 1,7 million d'hectares ont ainsi été « arrosés »,

Les mines antipersonnel

Les mines antipersonnel et munitions non explosées représentent probablement le danger le plus insidieux et le plus durable du militarisme. Aujourd'hui, dans 68 pays au moins, dont l'Angola, le Nicaragua, l'Érythrée et le Laos, les enfants vivent au milieu de la contamination créée par plus de 110 millions de mines antipersonnel, auxquelles s'ajoutent des millions de munitions non explosées, bombes, obus et grenades. Comme les mines antipersonnel, les munitions non explosées ont des effets aveugles puisqu'elles peuvent être involontairement déclenchées par des passants innocents. Cette réalité a valu aux mines antipersonnel le surnom d'arme des lâches.

Les mines antipersonnel ont été employées dans la plupart des conflits qui ont éclaté depuis la Deuxième Guerre mondiale, mais particulièrement dans les conflits internes. L'Afghanistan, l'Angola et le Cambodge ont, à eux seuls, au moins 28 millions de mines antipersonnel sur leur territoire et comptent 85 % de toutes les victimes de mines dans le monde entier. Les enfants africains vivent sur le continent qui comporte le plus de mines – environ 37 millions dans 19 pays d'Afrique.

Selon le Comité international de la Croix-Rouge, les mines font chaque mois environ 800 morts et des milliers de blessés. Elles auraient provoqué 36 000 amputations au Cambodge, et 23 000 en Somalie. Conséquence tragique des inondations catastrophiques du Sud du Mozambique en février 2000 : les mines antipersonnel léguées par la longue guerre civile qu'a connue ce pays se sont déplacées des champs où elles étaient répertoriées jusque dans des villages⁴.

souvent à plusieurs reprises. À la fin de la guerre, un cinquième des forêts sud-vietnamiennes avait été détruit chimiquement, et plus d'un tiers des mangroves, forêts tropicales des bords de mer, avait disparu.

La nature a désormais en grande partie éliminé la dioxine de la végétation et des sols vietnamiens, mais cette substance reste toujours présente dans le sang et les tissus adipeux des humains, ainsi que dans le lait maternel. Selon Le Cao Dai, directeur du Fonds pour les victimes de l'agent orange constitué par la Croix-Rouge vietnamienne, le lait des femmes exposées à l'agent orange durant leur enfance, dans l'ancien Viêt-nam du Sud, contient environ 10 fois plus de dioxine que celui des femmes de l'ancien Viêt-nam du Nord ou de pays comme les États-Unis.

Des malformations épouvantables ont été constatées chez des enfants d'anciens combattants exposés à l'agent orange ou à d'autres herbicides. Selon le professeur Hoang Dinh Cau, président du comité vietnamien chargé d'enquêter sur les conséquences du recours aux armes chimiques pendant la guerre, des dizaines de milliers d'enfants sont affectés. Ils sont nés avec des déformations des membres, un membre manquant ou des yeux sans pupille. On craint désormais que la troisième génération soit elle aussi affectée³.



Initiative citoyenne

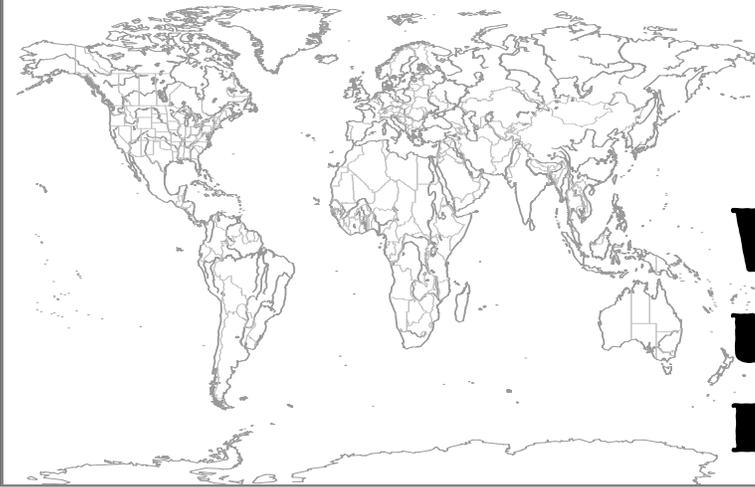
Action mines Canada

Créée en 1994, Action Mines Canada (AMC) est une coalition qui regroupe plus de 40 organisations non gouvernementales canadiennes œuvrant dans divers domaines : l'action contre les mines, la paix, le développement, la santé et les droits de la personne. AMC est le partenaire canadien de la Campagne internationale pour interdire les mines terrestres (ICBL), co-récipiendaire du prix Nobel de la paix en 1997.

La coalition s'intéresse avant tout aux répercussions humaines et socio-économiques des mines terrestres et autres armes ayant des effets similaires. Dans ce contexte, AMC œuvre en faveur de l'interdiction complète de l'utilisation, de la production, du stockage et du commerce des mines antipersonnel et autres armes qui agissent comme telles, y compris les armes à dispersion, les mines antivéhicule et les mines antichar ayant les mêmes effets que les mines antipersonnel. La coalition travaille aussi avec acharnement afin que les besoins et les aspirations des personnes touchées physiquement, socialement et économiquement par les mines soient satisfaits.

Notes

1. Physicians for Global Survival (Canada), « The Impact of Militarism on the Environment », *Abeer Majeed*, février 2004.
2. Ministère de la Défense nationale, *Le MDN balise le périmètre de la zone d'essai des munitions au lac Saint-Pierre*, communiqué, n° NR 03.085, 14 août 2003.
3. Fred Pearce, « War and Environment : A Chain Reaction », *The New Scientist*, avril 2000.
4. *Ibid.*



Vivre dans une zone militarisée

Le militarisme a aussi des impacts importants sur les liens sociaux et la vie quotidienne. La militarisation de zones entières, comme aux Philippines, au Mexique et dans certains pays d'Afrique provoque plusieurs problèmes : alcoolisme, prostitution, traite d'esclaves sexuelles et un taux de personnes infectées par le sida nettement plus élevé que dans les zones libres de militaires. Le militarisme entraîne aussi une désorganisation sociale qui empêche les populations de contribuer au développement de leur propre société. Ainsi des travailleurs et des travailleuses, des écoliers et des écolières deviennent des réfugiés ou des sans emploi, dont la survie dépend de l'aide humanitaire.

Le cas du Chiapas au Mexique

À la suite du soulèvement des autochtones du Chiapas en 1994, les autorités mexicaines ont envoyé l'armée pour mater la rébellion et briser les résistances. Toute la région est, depuis 10 ans, sous occupation militaire permanente. La présence de l'armée mexicaine (bases, campements, barrages, etc.) s'élève à plus de 70 000 soldats dont au moins 3200 officiers ayant effectué une formation en contre-insurrection à la tristement célèbre École des Amériques (voir encadré), située aux États-Unis. Pour les communautés autochtones, la militarisation se traduit par l'occupation de terres cultivables, par des incursions nocturnes et des vols à basse altitude constants, par la contamination de l'environnement ainsi que par le développement de la prostitution. Les conséquences sont terribles pour les hommes qui ne peuvent sortir de leur communauté pour travailler aux champs, pour les enfants dont les écoles sont transformées en casernes et pour les femmes, souvent premières victimes des mauvais traitements des militaires¹.

On dénombre au moins une douzaine de groupes paramilitaires agissant en toute impunité au Chiapas avec l'assentiment – et dans certain cas l'appui actif – des forces armées. L'État tire un double avantage de l'utilisation de ces groupes, formés de mercenaires « civils » : d'abord, la responsabilité des sales besognes peut être attribuée à des « forces incontrôlables », comme dans le cas du massacre d'Acteal² ; puis, l'existence de ces groupes

au sein des communautés alimente les divisions et les conflits internes, justifiant ainsi la présence « pacificatrice » des forces armées... Cependant, la présence des forces armées, au lieu d'avoir pour effet d'éradiquer les paramilitaires et de protéger la population, provoque l'augmentation d'actes criminels : femmes violées, dirigeants autochtones assassinés, maisons brûlées, récoltes et bétail volés, menaces, extorsions, etc.³.

Le cas du Kosovo en Europe

Dans un rapport publié en mai 2004, Amnesty International estime que les soldats de la force de l'OTAN et le personnel de l'ONU déployés au Kosovo « contribuent à alimenter l'essor de la prostitution » dans cette province. Selon Amnesty, 20 % des clients des réseaux de prostitution au Kosovo sont des soldats de l'ONU ou de l'OTAN. « Des femmes et des jeunes filles sont vendues comme esclaves. Elles sont menacées, battues, violées et enfermées par ceux qui les ont achetées. Comme des soldats et des policiers de la force internationale font partie de leurs clients, elles ont souvent trop peur pour s'enfuir et les autorités ne leur apportent aucune aide⁴ ». Plus de 17 000 soldats de l'OTAN en provenance de 38 pays et 3500 policiers de l'ONU servent dans la province du Kosovo.

La prostitution érigée en système

L'accroissement de la prostitution est une conséquence de la guerre et de l'occupation d'un territoire par une armée. La mise en place d'un système de prostitution est encouragée et parfois même gérée par l'armée d'occupation, qui a pourtant l'obligation de protéger la population. À titre d'exemple, l'industrie de la prostitution et de la traite d'êtres humains qui est aujourd'hui phénoménale en Asie du Sud-Est, s'est accentuée à cause des guerres au Viêt-nam et en Corée. À la fin des années 1950, le gouvernement des États-Unis a installé des bases militaires en Corée du Sud et le gouvernement sud-coréen a subventionné des bordels pour les soldats étasuniens. Résultat : « Aujourd'hui, 8500 femmes, originaires surtout des Philippines et de la Russie, sont victimes de la traite aux fins de prostitution pour les militaires américains de la Corée⁵. »



La misère, la faim et le désespoir peuvent obliger les femmes et les filles à se prostituer en échange de nourriture, d'un abri, d'un sauf-conduit à travers la zone de guerre ou pour obtenir des privilèges pour elles-mêmes et pour leur famille. Les enfants originaires de zones de conflit ont fait l'objet d'un trafic et ont été obligés à travailler dans des bordels d'autres pays. Par exemple, certains ont été transportés du Cambodge en Thaïlande, et de Géorgie en Turquie. Parmi les communautés déplacées au Guatemala, les parents ont parfois été forcés à prostituer leurs enfants. Dans d'autres cas, les filles se prostituent dans l'espoir de trouver un protecteur. En Colombie, par exemple, des filles dont l'âge ne dépasse pas 10 ans se sont apparemment soumises aux forces paramilitaires pour défendre leur famille contre d'autres groupes.



Initiative citoyenne

Outils contre des armes

Organisme : CUSO-Québec

Pays : Mozambique

Partenaire : Conseil chrétien du Mozambique

En 1995, le projet **Outils contre des armes** était initié par le Conseil Chrétien du Mozambique (CCM) dans le but de reconstruire la paix et de contribuer à la réinsertion des populations à des activités productives, dans ce pays qui a connu 16 ans de guerre civile. CUSO-Québec a travaillé en partenariat avec le CCM de 1997 à 2003, notamment à la mise en place d'un programme destiné à intégrer davantage les femmes au projet en répondant à leurs besoins spécifiques. Dès le départ, les hommes ont été beaucoup plus nombreux à y prendre part parce qu'ils étaient les détenteurs majoritaires d'armes et de munitions et que peu de femmes avaient participé au conflit, possédaient des armes ou savaient où elles étaient cachées. Également, la culture patriarcale de ce pays constituait un frein à la participation des femmes mozambicaines qui investissent peu l'espace public.

En 2003, 250 000 armes, munitions et accessoires de guerre avaient été recueillis pour être détruits ou transformés en œuvres d'art par des artistes

Milices et mercenaires

La guerre se privatise de plus en plus, c'est-à-dire que les pays en guerre ont de plus en plus recours à des milices privées et des compagnies de sécurité pour participer aux combats, notamment en Afrique et en Irak.

La compagnie privée *Blackwater* est spécialisée dans la lutte contre le terrorisme, l'entraînement aux stratégies de combat et la protection des installations stratégiques (puits de pétrole, gisements miniers, ports, aéroports, édifices publics et privés, etc.). La plupart des mercenaires engagés par *Blackwater* sont d'anciens commandos chiliens, entraînés par la dictature militaire d'Augusto Pinochet (1973-1990). La compagnie envoie ces hommes en Irak après qu'ils aient obtenu une licence du gouvernement des États-Unis. *Blackwater* possède 2400 hectares de terrain en Caroline du Nord, ce qui en fait le plus grand centre d'entraînement militaire privé au monde⁷.

En avril 2004, les mercenaires étrangers constituaient le deuxième groupe le plus important de toutes les troupes d'occupation en Irak. Ils étaient plus de 20 000 hommes, la plupart engagés par des compagnies de sécurité pour protéger les installations pétrolières, les hôtels et les bâtiments administratifs. Ces mercenaires sont très bien payés. Ils peuvent gagner jusqu'à 1000 dollars par jour pour un contrat de sept jours dans certaines villes comme Falloujah⁸.

Ces milices n'ont pas d'uniforme ni de commandement centralisé, et elles ne sont régies par aucune règle de combat. Elles ne sont pas tenues de respecter les conventions de Genève ni aucun autre règlement. Les conventions de Genève sont des ententes internationales ayant pour but de définir les « lois de la guerre », notamment en ce qui concerne le traitement des prisonniers et des populations civiles dans les zones de conflit. Les milices emprisonnent, torturent et participent à des opérations spéciales. L'Irak est devenu le premier marché au monde pour le métier de mercenaire⁹.

mozambicains (œuvres qui ont été l'objet de plusieurs expositions internationales).

Douze mille outils et matériaux de reconstruction ont été remis aux hommes et aux femmes qui ont collaboré, suivant leurs propres besoins : machines à coudre, moulins à moudre le maïs, houes, charrues, bicyclettes, ciment, blocs, couvertures, casseroles, etc. Par des ateliers d'éducation populaire aux droits humains et l'usage du théâtre, on a cherché à promouvoir une culture de paix, de démocratie et de réconciliation. Le projet Outils contre des armes se poursuit ; les changements profonds et durables prennent forme au cours du temps.



Initiative citoyenne

Conférence « Les femmes et la guerre »

Organisme : Solidarité Nord-Sud des Bois-Francis

Pays ou région : Bois-Francis

Partenaire : Comité 8 mars de Victoriaville

À l'occasion de la journée internationale des femmes du 8 mars 2003, Solidarité Nord-Sud des Bois-Francis et les autres membres du comité 8 mars de cette région ont organisé une conférence qui s'intitulait « Les femmes et la guerre ». L'invitée était Madeleine Gagnon, auteure d'un livre du même nom. Environ 60 personnes ont participé à cette activité, qui fut grandement appréciée. La conférence touchait plusieurs thèmes, dont celui de la guerre dans la guerre, c'est-à-dire tous les crimes qui sont commis envers les femmes en temps de guerre. Le comité 8 mars est composé de différents organismes, notamment : la Maison des femmes, Aqua'r'Elle (Calac), La Volte-Face (maison d'hébergement), les syndicats des enseignants du cégep de Victoriaville, les cuisines collectives.

Notes

1. Rapport de la Commission civile internationale d'observation des droits humains au Chiapas, 1998, 1999, 2002.
2. Le 27 décembre 1997, les paramilitaires massacrent 49 autochtones dans le petit village d'Acteal. À l'exception de neuf hommes adultes, toutes les victimes étaient des femmes (dont trois étaient enceintes) et des enfants.
3. Claude Rioux, « Le Chiapas, une guerre de basse intensité », *Le Devoir*, 29 décembre 1999.
4. Amnistie Internationale, Serbie et Montenegro (Kosovo) : *Les femmes et les jeunes filles exploitées par les réseaux de proxénétisme ont des droits humains*, 6 Mai 2004
5. Richard Poulin, « La prostitution érigée en système », *Le Devoir*, 26 mai 2004.
7. « US Contractor Recruits Guards for Iraq in Chile », *The Guardian*, 5 mars 2004.
8. R. Fisk et S. Carrell, « Occupiers Spend Millions on Private Army of Security Men », *The Independent*, 28 mars 2004
9. « Babylone, nouvel eldorado des mercenaires », *Courrier international*, n° 704, mai 2004.



La guerre et ses conséquences

Le militarisme provoque des souffrances humaines horribles, notamment des milliers de morts, de blessés, d'amputations et de séquelles psychologiques graves, sans parler de la destruction de l'habitat, de l'environnement et des infrastructures publiques. Dans le contexte de la mondialisation, marqué par la croissance des inégalités, la mainmise des multinationales sur les ressources et la prolifération des armes, les populations se retrouvent dans une situation d'insécurité grandissante.

Des études ont montré que les femmes et les fillettes, plus vulnérables, sont les premières à subir les contrecoups de la détérioration de la situation. Les femmes sont plus nombreuses parmi les pauvres et au sein des populations réfugiées ou déplacées par les conflits armés. Les viols, les agressions et le harcèlement quotidien à leur endroit s'intensifient en situation de conflit, avec l'affaiblissement ou la disparition des structures pouvant assurer leur sécurité. De plus, des membres des forces armées abusent des femmes et des fillettes sans être punis. Et la destruction des infrastructures publiques pouvant répondre aux besoins essentiels, tels l'eau, la nourriture, les soins de santé et le logement, alourdit le fardeau quotidien des femmes et menace leur survie, et donc, la survie de tous.

Les enfants et la guerre

Des millions d'enfants sont impliqués dans des conflits, non seulement comme témoins, mais comme cibles. Beaucoup d'enfants perdent la vie dans les guerres et les génocides. Le génocide se définit comme la tentative de détruire en tout ou en partie un groupe spécifique d'êtres humains. Plusieurs groupes ont ainsi été victimes de ce crime contre l'humanité, dont les Arméniens, les Juifs, les Tutsis du Rwanda et les Palestiniens. Les conflits armés font également subir aux enfants des violences sexuelles ou de multiples privations qui les exposent à la faim et à la maladie. Malheureusement, des milliers de jeunes sont aussi recrutés comme combattants et apprennent à tuer.

En 1995, 30 conflits armés majeurs ont fait rage dans différentes régions du monde. Tous ont opposés des groupes sur des bases ethniques, reli-

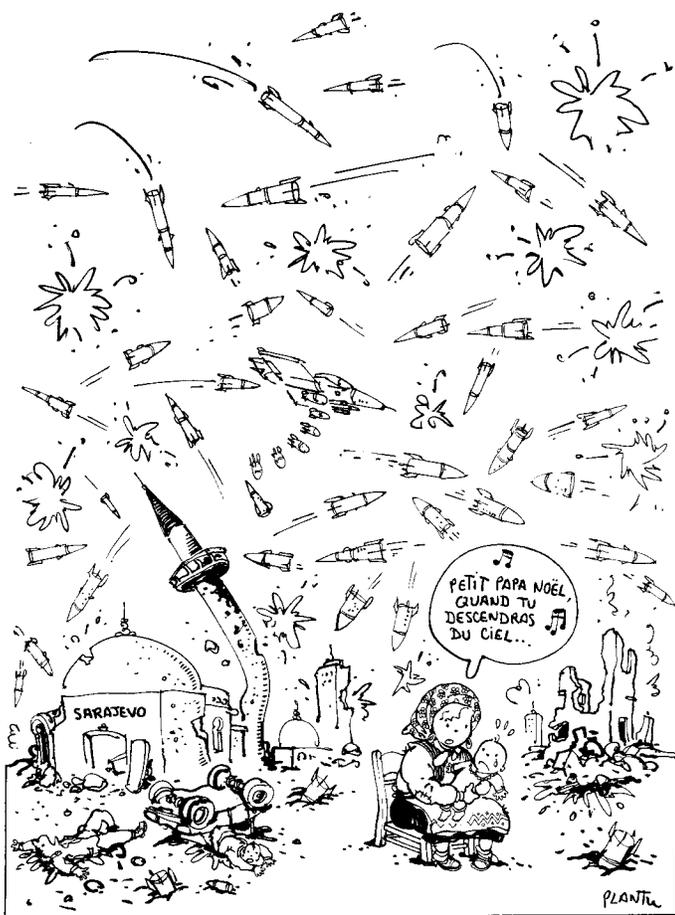
gieuses ou culturelles. Ces conflits ont détruit des récoltes, des lieux de culte et des écoles. Personne — enfants, familles ou communautés — n'a été épargné, respecté ou protégé. Au cours des 10 dernières années, on estime que les conflits armés ont provoqué la mort de 2 millions d'enfants, et trois fois plus de blessés graves ou d'invalides. Des milliers d'enfants ont été forcés d'être témoins d'horribles actes de violence, voire d'y participer.

Ces chiffres sont alarmants parce qu'ils démontrent qu'à l'époque actuelle, alors que les humains se disent civilisés, on n'a pas réussi à épargner les enfants des pires horreurs. En ce sens, un changement profond des mentalités est nécessaire, au Nord comme au Sud, pour trouver des moyens de partager les richesses et de résoudre les conflits de façon à ce que les enfants puissent grandir dans un climat de paix, à l'abri du viol, des massacres, des bombardements et de l'esclavage.

La tendance la plus inhumaine des conflits armés est l'utilisation des enfants comme soldats. Les enfants servent les armées dans des rôles accessoires, comme cuisiniers, porteurs, plantons ou espions. De plus en plus, cependant, les adultes ont largement recours aux enfants comme soldats. Certains chefs ont même relevé qu'il est bon d'avoir des enfants comme soldats car ils sont plus obéissants, ne contestent pas les ordres qui leur sont donnés et sont plus faciles à manipuler que des adultes. Dans certains pays, des chefs de guerre utilisent des enfants comme éclaireurs et les envoient courir dans les champs, pour voir si ils sont minés.

Selon un rapport d'UNICEF-France, il y aurait à travers le monde 300 000 enfants soldats impliqués dans une vingtaine de conflits. Des enfants d'Asie, d'Amérique latine, d'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique qui « vivent physiquement et mentalement l'horreur, au quotidien, victimes d'enjeux qui les dépassent ¹. »

Dans les nouvelles guerres qui font rage en Afrique, les enfants soldats sont de plus en plus présents et font partie d'une nouvelle stratégie guerrière. Selon UNICEF-France, il y aurait, en Afrique seulement, environ



120 000 enfants soldats. Cette réalité est devenue une caractéristique fondamentale des nouveaux conflits africains. Les enfants sont la cible des recruteurs. Par exemple, au Sierra Leone, au Liberia et dans le Nord-est de la République démocratique du Congo, des groupes armés attaquent des villages, des camps de réfugiés et des écoles dans le but spécifique d'enlever les enfants. Ces enfants sont déracinés de leur milieu, coupés de leur vie d'enfant et drogués dans la plupart des cas. Il arrive aussi qu'ils soient amenés à se battre dans un conflit à l'extérieur de leur pays d'origine.

Contrairement à l'idée reçue, les fillettes sont également enrôlées comme soldats dans certains conflits, notamment en Colombie, en Ouganda et au Sierra Leone. Toujours selon UNICEF-France, les fillettes ne sont pas « cantonnées aux tâches logistiques et aux mariages forcés mais participent à 41 % aux combats² ». En plus des problèmes psychologiques, physiques et sociaux des enfants soldats (agressivité, terreurs nocturnes, anxiété et dépression, exposition au sida, perte de repères de sociabilité et retard scolaire) il faut ajouter les conséquences spécifiques du viol pour les filles : traumatismes, blessures et grossesses non désirées.

Les réfugiés et les personnes déplacées

Les conflits armés ont, de tous temps, entraîné des déplacements de populations. Les conflits de grande envergure, même s'ils se déroulent à l'intérieur d'un seul pays, entraînent toujours des exodes. Les gens qui fuient les combats deviennent, selon le lieu de destination, soit des personnes déplacées dans leur propre pays, soit des réfugiés à l'étranger. L'Afrique et l'Asie sont les régions qui ont connu le plus de déplacements

massifs de populations. Ce phénomène et ses ramifications n'épargnent aucune région du monde.

Au début des années 1980, il y avait dans le monde 5,7 millions de réfugiés. Dix ans plus tard, ils étaient 14,8 millions et, aujourd'hui, il y a plus de 27,4 millions de réfugiés et de personnes secourues par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), c'est-à-dire des personnes rentrées dans leur pays et vivant dans des « zones refuges ».

Selon le rapport du Représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) chargé de la question des personnes déplacées dans leur propre pays³, il y aurait une augmentation des personnes déplacées depuis quelques années : on estime qu'elles sont aujourd'hui 30 millions, soit plus nombreuses que les réfugiés. Or, ces personnes ont besoin de la même protection et de la même assistance que les réfugiés, mais leur situation est parfois pire. En effet, si les réfugiés ont souvent réussi à fuir les zones de conflit, les personnes déplacées restent habituellement à l'intérieur ou à proximité du théâtre des combats et risquent d'être déplacées à plusieurs reprises.

La moitié de tous les réfugiés et personnes déplacées sont des enfants. À une époque cruciale et vulnérable de leur vie, ces enfants ont été brutalement déracinés et exposés aux dangers et à l'insécurité. Peu importe le lieu, les enfants sont profondément affectés par les déplacements forcés, au plan physique, émotif et psychologique. Pendant les déplacements, des millions d'enfants sont séparés de leur famille, maltraités, exploités et enlevés par des groupes militaires ou bien morts de faim ou de maladie.

Les violences sexuelles

En période de conflit armé, les femmes sont continuellement exposées aux viols ainsi qu'à d'autres types de violences sexuelles, dont la prostitution, les humiliations et mutilations sexuelles, le trafic et la violence au foyer⁴. Les militaires et les membres des milices commettent des viols parce qu'ils se croient tout-puissants. Toutefois, le plus souvent, le viol ne provient pas d'une initiative individuelle, mais il est organisé et devient une arme dans le conflit. Il est utilisé comme d'autres formes de torture, comme une arme tactique pour humilier et saper le moral de la population considérée comme ennemie. Dans un conflit armé, le viol est une arme de guerre utilisée pour terroriser les populations ou pour forcer les civils à fuir.

En 1996, grâce aux efforts menés par des groupes de femmes du Rwanda et de l'ex-Yougoslavie, où le viol massif des femmes a secoué l'opinion publique, le viol a été finalement reconnu comme étant un crime de guerre par le Tribunal Pénal International. Malgré cette victoire, certains hommes dans des situations d'autorité et de pouvoir, tels que des militaires, des gardiens de prison ou de camps de réfugiés, continuent de violer des femmes. La vigilance s'impose, les crimes doivent être dénoncés et les victimes soutenues.

Les Nations Unies ont fait 12 études de cas sur la violence contre les femmes et les enfants en temps de guerre en 1996 et elles concluent que les principaux coupables de l'exploitation et des mauvais traitements sexuels sont les membres des forces armées s'affrontant dans le conflit, qu'elles soient gouvernementales ou non⁵.



Initiative citoyenne

Campagne du nez de clown

Organisme : Centre de solidarité internationale du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Pays ou région : Saguenay–Lac-Saint-Jean

Partenaire : Clowns Sans Frontières

Un des dossiers que le Centre de solidarité internationale du Saguenay–Lac-Saint-Jean porte tout au long de l'année est celui des droits des enfants. À travers la campagne du nez de clown qui se déroule en octobre et novembre, de multiples activités de sensibilisation sur la réalité des enfants de la guerre sont orchestrées dans les écoles primaires et secondaires, de même que dans les institutions d'enseignement collégial et universitaire. Le tout culmine avec le *Jour Nez* (20 novembre), où les gens sont invités à porter le nez de clown afin de commémorer l'anniversaire de la déclaration relative aux droits des enfants.



Initiative citoyenne

Rassemblement et accompagnement des jeunes face à la situation de guerre et leurs aspirations pour une cohabitation durable

Organisme : Développement et Paix

Pays ou région : Bujumbura, Burundi

Partenaire : Centre des jeunes de Kamenge (CKJ)

Le CKJ a été créé en 1992, depuis ce temps il a accompli une avancée significative sur le chemin de la réconciliation dans les quartiers nord de Bujumbura. Le CKJ transforme la mentalité des jeunes de ces quartiers et amène aussi les adultes de toutes les ethnies à une meilleure cohabitation à partir des activités qu'ils réalisent ensemble. L'objectif central du Centre est de rendre possible la paix en transformant la société civile de l'intérieur. Il travaille à faire opérer des changements de la société civile par une liberté et une ouverture des jeunes qui permettent une prise de position individuelle et non de groupe (ethnique, politique, religieux, etc.) Que ce soit par des activités de formation, sportives ou culturelles, le CKJ offre à plus de 20 000 jeunes un cadre d'échange et de formation.

Malgré la guerre civile qui perdure depuis 1993, l'exemple et le courage des membres du CKJ prouvent que les jeunes de différentes ethnies peuvent vivre et construire leur futur ensemble et dans l'harmonie. De plus, en 2002, le CKJ a été le récipiendaire du prix Livelihood, le Nobel alternatif.

Notes

1. UNICEF France, *La situation mondiale des enfants soldats en 2004*.
2. « Les filles aussi sont forcées de se battre », *Le Devoir*, 2 juin 2004.
3. ONU, *Rapport du Représentant du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées dans leur propre pays*, 1999.
4. Voir notamment le documentaire de Raymonde Provencher, *War Babies. Nés de la haine*, 92 min., 2002.
5. ONU, *Impact des conflits armés sur les enfants*, rapport présenté par Graça Machel, août 1996.



Les dépenses militaires au détriment des programmes sociaux

Le militarisme a non seulement tous les effets directs que l'on vient d'énoncer, mais aussi des effets indirects. En effet, des fonds publics sont investis dans le militaire alors que les services essentiels manquent de ressources, et ce sont des générations entières qui écopent. Lorsque l'argent est investi dans le militaire plutôt que dans la santé, l'éducation, le logement ou l'accès à l'eau potable, la situation des plus pauvres ne s'améliore pas et l'endettement augmente. Si les besoins primaires d'une population ne sont pas satisfaits, les tensions et le climat de mécontentement peuvent provoquer des conflits sociaux, et ces conflits serviront à leur tour à justifier les dépenses militaires. Autrement dit, les coûts élevés du militarisme font augmenter la pauvreté qui à son tour, fait augmenter le risque de conflits où les armes seront utilisées. Le militarisme entraîne donc les pays dans une spirale de mal-développement et d'endettement. En Érythrée, pays africain ravagé par une longue guerre de libération avant d'être à nouveau plongé dans un conflit avec son voisin l'Éthiopie, et qui connaît des problèmes chroniques d'alimentation, on continue néanmoins d'allouer 31.5 % du produit intérieur brut (PIB) à la défense, contre un maigre 5 % à l'éducation¹.

Cette logique fatale ne s'applique pas qu'aux pays les moins riches. En effet, le budget militaire des États-Unis s'élevait à 304 milliards de dollars en 2001, 351 en 2002, 396 en 2003, l'objectif étant de le faire passer à 470 milliards de dollars en 2004-2005, soit presque 1 million de dollars à chaque minute. Durant ces mêmes années, les services publics se sont radicalement détériorés aux États-Unis. L'écolier noir ou hispanique, par exemple, fréquente une école où plus de 65 % des élèves sont pauvres — pour l'écolier blanc, ce taux est de 31 %². Un cinquième de la population adulte ne peut pas lire correctement. Les États-Unis n'ayant pas un système de santé universel comme le Canada, 43 millions de personnes n'ont pas d'assurances médicales parce qu'elles n'en ont pas les moyens. Une femme enceinte sur cinq ne reçoit aucun soin pendant sa grossesse. Les États-Unis ont le plus haut taux de mortalité infantile parmi les pays développés (le double du Japon)³. Dans l'état du Missouri, le gouverneur a ordonné le démontage d'une ampoule sur trois dans les lieux publics;

en Oklahoma, les instituteurs doivent, pour réduire les frais de personnels annexes, conduire les autobus scolaires et faire le ménage dans leurs écoles ; au Texas (État dont George W. Bush fut le gouverneur), 275 000 enfants vont perdre leur couverture médicale⁴. Le *War resisters league* estime que 47 % de l'argent recueilli par les taxes fédérales étasuniennes est utilisé pour des dépenses militaires.

Au Canada, 7,93 % du budget a été consacré à la défense en 2002-2003. Le Canada se place au 6^e rang des pays de l'OTAN pour les dépenses militaires et au 16^e rang dans le monde. Le taux de pauvreté des enfants canadiens après redistribution du gouvernement, est quant à lui quatre fois plus élevé que celui de la Suède, deux fois plus élevé que ceux de la France et de l'Allemagne et 1,4 fois plus élevé qu'en Grande-Bretagne.

L'aide canadienne au développement

Le Canada s'est engagé à poursuivre les objectifs de développement du millénaire de l'ONU, tout comme les 189 pays qui ont signé la *Déclaration du millénaire*. En effet, en septembre 2000, les dirigeants du monde entier se sont réunis et ont décidé d'augmenter les efforts de leur pays en faveur de la paix, des droits humains et de la démocratie en visant d'ici à 2015 les objectifs suivants :

1. Éradication de la pauvreté extrême et de la faim ;
2. Éducation primaire universelle ;
3. Promotion de l'égalité des sexes et renforcement du pouvoir des femmes ;
4. Réduction de la mortalité infantile ;
5. Amélioration de la santé maternelle ;
6. Lutte contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies ;
7. Durabilité de l'environnement ;
8. Mise sur pied d'un partenariat mondial pour le développement.

Quelques chiffres

- Deux porte-avions américains = 60 milliards de dollars = le PIB de l'Irak ;
- Un avion F-16 américain = 50 millions de dollars = 30 hôpitaux en Afrique ;
- Sept avions F-16 = budget annuel de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ;
- Budget militaire des États-Unis 2003 = 396 milliards de dollars = PIB total annuel du Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc, Lybie, soit 75 millions d'habitants) = montant annuel de remboursement du service de la dette du tiers-monde ;
- Exportations mondiales d'armement par an = 244 milliards de dollars = le chiffre d'affaire du trust pétrolier américain Exxon = le PIB de la Belgique ;
- Budget des États-Unis pour la recherche en armement militaire = 55 milliards de dollars = total mondial de l'aide publique au développement ;
- Coût du projet de bouclier antimissile = 9,1 milliards de dollars = plus de deux fois la totalité des programmes mondiaux (du type UNICEF) d'aide à l'enfance des pays pauvres.

Sources : Rapport du SIPRI 2002, L'année stratégique 2003, L'état du monde 2002, Arm Trade News 2002.

Ces objectifs sont eux-mêmes liés à d'autres objectifs mesurables, tels que réduire de moitié la proportion de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour, réduire de moitié la proportion de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable, et réduire des deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans.

Le programme canadien d'aide publique au développement est géré en grande partie par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), qui administre environ 80% du budget de l'aide. Les 20% restants sont administrés par le ministère des Finances, Affaires étrangères Canada et le Centre de recherches pour le développement international. L'ACDI appuie des projets dans plus de 150 pays, en partenariat avec des pays en développement, des organisations non gouvernementales, institutions et entreprises canadiennes, ainsi qu'avec des organisations et agences internationales.

Aide internationale et terrorisme

L'aide internationale subit une influence de la « guerre contre le terrorisme ». Les budgets visant la réduction de la pauvreté diminuent pendant que ceux de la lutte au terrorisme augmentent. Selon une importante étude intitulée *Le Bilan de l'aide 2004*⁵, effectuée par des spécialistes du Nord et du Sud appartenant à des ONG internationales, les pauvres de la planète subissent les conséquences des priorités des pays riches, « et surtout de la guerre contre le terrorisme ». Le rapport indique que « les tentatives actuelles de détournement des fonds alloués à la réduction de la pauvreté en fonction des intérêts de sécurité des donateurs constituent l'expression la plus préoccupante du problème endémique de l'affectation des ressources réservées à l'aide internationale en fonction des priorités des pays riches ».

Selon Tony Tujan, économiste et analyste politique philippin qui préside le Réseau du Bilan de l'aide, « il existe un risque que l'aide internationale soit détournée de la nécessité absolue d'éliminer la pauvreté du grand



nombre au profit de l'objectif étroit, et très probablement illusoire, d'assurer la sécurité de quelques-uns ».

L'aide internationale est de plus en plus considérée comme un instrument servant à promouvoir la sécurité et à combattre le terrorisme. Ainsi, l'Australie fait passer la réduction de la pauvreté après la sécurité dans la raison d'être de son aide internationale. L'aide accordée par le Danemark dépend de la participation active des pays à la « guerre contre le terrorisme ». Quant au Japon, il a révisé sa Charte de l'aide au développement en ajoutant la prévention du terrorisme. Le Canada semble suivre la tendance : selon sa nouvelle politique de sécurité nationale, intitulée Protéger une société ouverte, le Canada accentuera ses efforts de développement des capacités en matière de lutte contre le terrorisme dans les États en développement.



Initiative citoyenne

Réunification des familles Rwandaises par la photographie

Rwanda, 1994, un génocide décime la population tutsie. Lors des massacres, l'exode inévitable d'un million de Hutus, craignant des représailles, se déroule dans l'effroi. Dans cette anarchie, 27 000 enfants se retrouvent séparés de leur famille. L'Unicef et la Croix-Rouge lancent alors un programme de recherche par l'image. L'idée est simple : prendre en photo chaque enfant, essayer de remplir une fiche d'identité, et monter dans chaque camp de réfugiés une exposition de photos. L'opération fut suspendue, faute de ressources pour produire les milliers de photographies, laissant les enfants grandir et changer. Plus tard, lors d'un reportage, le photographe Reza a formé un réfugié à prendre des photos des enfants et a organisé des commandes d'appareils et de pellicule. La recherche par l'image reprit et des centaines de familles furent réunifiées⁶.

Notes

1. *L'état du monde 2003*, Paris, Montréal, La Découverte, Boréal, 2002.
2. Sudhir Venkatesh, « Fin des "villes chocolat, banlieues vanille" américaines », *le Monde diplomatique*, janvier 2004.
3. Joel Andreas, *Addicted to War*, AK Press, 2002.
4. Rick Fantasia et Kim Voss, « L'État américain engagé contre les syndicats », *le Monde diplomatique*, juillet 2003.
5. Conseil canadien pour la coopération internationale, *Bilan de l'aide 2004*, Ottawa, mai 2004.
6. *Destins Croisés. Carnets d'un reporter photographe*, Éditions Hors Collection, 2003.



Militarisme et aide humanitaire

Le fonctionnement des relations internationales repose depuis des centaines d'années sur le principe de la non-ingérence dans les affaires internes des États. Cela signifie qu'un État ne peut intervenir à l'intérieur d'un autre État souverain pour des raisons internes. Toutefois, depuis une cinquantaine d'années, afin de porter secours aux populations civiles et aux combattants blessés dans les zones de conflit, des agences et organisations humanitaires se sont évertuées à intervenir sur le terrain des pays en guerre en conservant une certaine neutralité. Depuis une vingtaine d'années, des États tentent de se faire reconnaître ce même droit d'intervention humanitaire, parlant même d'un *devoir*, pour lequel ils utiliseraient leur armée. C'est ainsi que certains pays veulent envahir militairement un autre pays en utilisant le prétexte de défendre des populations civiles contre un gouvernement tyrannique.

Ce glissement de l'humanitaire au militaire est lourd de conséquences sur les agences et les organisations non gouvernementales (ONG) dans les zones de conflit et soulève de nombreux débats.

La militarisation de l'aide humanitaire

Au cours de la dernière décennie, on a observé une tendance à la militarisation de l'aide humanitaire dans les zones déchirées par les conflits armés. En effet, des militaires sont de plus en plus utilisés pour des actions humanitaires, telles la distribution de vivres, d'eau, de médicaments, la construction d'écoles, de routes, etc. Cette tendance est jugée inquiétante par les acteurs humanitaires, car elle crée une confusion chez les populations entre les forces militaires, supposées maintenir l'ordre et assurer leur sécurité, avec des armes, et les civils travaillant à répondre aux besoins essentiels, suivant les principes d'assistance et de compassion humanitaires destinées à *toutes* les victimes.

La confusion des rôles entre l'humanitaire et le militaire a des implications sérieuses. Elle affecte le principe de neutralité sur lequel se base l'aide humanitaire, destinée à toutes les victimes, sans distinction de leur identité ou de leur appartenance. Autrement dit, elle peut faire de l'aide

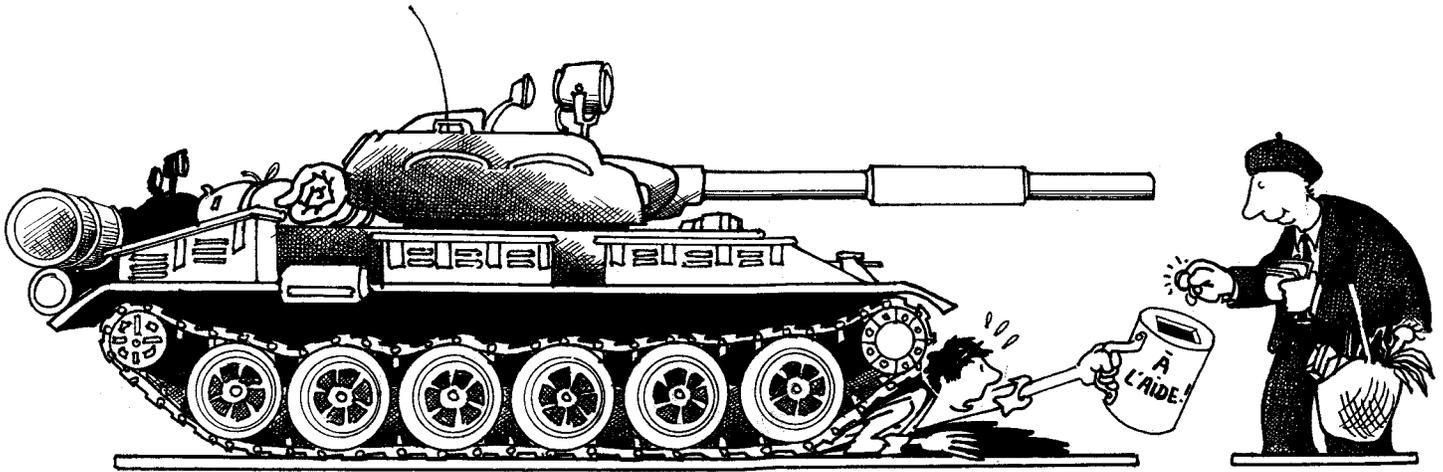
humanitaire un instrument au service d'intérêts politiques et partisans, au détriment des personnes qui se trouvent dans *l'autre camp*.

Sur le terrain, la confusion est d'autant plus grande que c'est souvent l'intervention militaire elle-même qui rend nécessaire l'acheminement de l'aide humanitaire, comme c'est le cas en Afghanistan. Les bourreaux se retrouvent donc à être également les « sauveurs » des personnes qu'ils ont préalablement agressées.

De plus, dans un tel contexte où l'humanitaire et le militaire sont souvent associés, l'aide humanitaire peut devenir un facteur structurant des conflits. Citons par exemple la situation où les soldats ou représentants des forces armées exigent des rançons des organisations non gouvernementales en échange d'une protection. L'aide peut ainsi aggraver les tensions en favorisant la compétition pour l'accès à des ressources rares. C'est ainsi que de nos jours, les civils deviennent des enjeux stratégiques, parfois même des pions, aux yeux des combattants. L'aide humanitaire ainsi manipulée par les combattants peut amplifier le conflit.

Cette confusion entre humanitaire et militaire est encouragée par certains discours politiques et médiatiques. On entend souvent que les militaires canadiens mènent des projets de développement en Afghanistan. Or, les militaires canadiens ne sont pas des travailleurs humanitaires, ils sont des soldats. Les Afghans hostiles à l'occupation de leur pays par des forces étrangères pourraient être tentés de mettre dans le même panier les travailleurs humanitaires et les militaires canadiens ou autres. La Croix Rouge internationale a d'ailleurs écopé de cette confusion, malgré sa réputation solide de neutralité. En octobre 2003, une voiture a explosé près du bureau du Comité international de la Croix Rouge à Bagdad, faisant 12 morts et 25 blessés.

Dans des contextes de militarisation, l'aide est appliquée différemment d'un pays à l'autre, et elle est d'une efficacité douteuse. Elle fait preuve parfois d'une grande ignorance sinon d'un profond mépris pour les valeurs des populations qu'elle prétend aider. Par exemple, les États-Unis



ont, durant la guerre d'Afghanistan, largué sur ce pays des bombes ET des centaines de caisses de vivres et de médicaments... par avion! Les caisses pouvaient atterrir n'importe où, même dans un champ de mines, et les habitants pouvaient confondre une boîte de vivres avec une bombe à fragmentation, d'où l'énorme danger pour la population.

En outre, les Forces armées canadiennes ne jouent pas seulement un rôle de maintien de la paix. En effet, 95% des soldats canadiens déployés dans le monde participent à des missions de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), une alliance militaire dominée par les États-Unis¹, qui ne sont pas des opérations de maintien de la paix (*voir encadré*).

Des soldats de la paix?

«Présentement, il y a 3626 soldats canadiens qui sont déployés partout dans le monde; de ce nombre, seulement 5%, soit 192 soldats, participent à des opérations de maintien de la paix sous le mandat de l'ONU. Je vous demande donc, peut-on encore parler de nos soldats canadiens comme des soldats de la paix? Et n'y aurait-il pas lieu d'un débat national sur le rôle de l'armée canadienne dans le monde?»

Claire Corriveau, conjointe de militaire canadien, le 5 février 2004, lors du débat entre Paul Martin et des citoyens et citoyennes à l'émission *Le Point* de Radio-Canada.



Initiative citoyenne

Route pacifique des femmes en vue de la résolution négociée de conflits

Organisme: Développement et Paix

Pays ou région: Bogotá, Colombie

Partenaire: Corporación Casa de la mujer (La Maison des femmes)

Développement et Paix appuie depuis 1985 la Maison des femmes. En 1995, cet organisme a mis sur pied un nouveau projet: la Route pacifique. Cette initiative est une proposition politique mise de l'avant en réaction à la détérioration du conflit armé en Colombie et aux violations systématiques des droits des femmes dans les zones de conflits. La Route vise à organiser les différentes propositions de paix provenant d'autres organisations de femmes et à susciter un débat politique de ces propositions en vue de bâtir un climat de paix. La Route pacifique des femmes a élaboré différentes stratégies liées au travail pour la paix. Elle travaille à créer une culture de paix inébranlable en Colombie; solidifier le tissu social; amener les femmes à devenir des citoyennes à part entière et chercher des solutions négociées au conflit armé.

Elles ont déjà obtenu une participation au processus de négociation actuel. Elles ont organisé un tribunal de la vérité qui a réuni plus de 2000 femmes. Le Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM) a décerné au mouvement le prix Millénaire de la paix.

Note

1. Collectif Échec à la guerre, *La guerre contre le terrorisme*, op. cit.



Pauvreté et exclusion : les causes de l'insécurité

« Tant qu'on n'aura pas reconnu et accepté que la création et le maintien de conditions de vie décentes pour tous est une obligation de tous et de tous les pays – tant qu'on n'y sera pas parvenu, on ne pourra parler de civilisation pour l'humanité, avec un semblant de justification. »

Albert Einstein

À la suite des attentats du 11 septembre 2001 contre New York et Washington, le terrorisme est devenu la priorité du gouvernement des États-Unis. Étant la seule superpuissance mondiale, leurs priorités deviennent souvent la priorité du reste du monde. C'est ainsi que plusieurs pays ont suivi l'exemple des États-Unis et ont investi d'énormes ressources dans la lutte contre le terrorisme, une lutte qui se livre à l'interne et sur la scène internationale. À l'interne, le contrôle des citoyens et des citoyennes augmente et certaines limites sont imposées aux libertés civiles. Au niveau international, les États-Unis ont mené des campagnes militaires, avec l'appui de certains pays occidentaux, dont la Grande-Bretagne. L'invasion et l'occupation de l'Afghanistan a coûté la vie à plus de 3000 civils depuis 2001. Selon le *Projet Iraq Body Count*, une initiative d'un professeur des États-Unis qui compile les morts civiles en Irak, plus de 11 600 civils irakiens sont morts suite aux interventions militaires directes des États-Unis et de leurs alliés depuis le début de l'invasion en 2003. Par ailleurs, des organisations humanitaires estiment qu'au moins 10 000 personnes sont détenues pour des raisons de sécurité dans les prisons irakiennes. Ces attaques militaires qui terrorisent des populations innocentes, ont des effets de destruction massive. Et selon plusieurs analystes, la *guerre préventive* repose en fait sur la volonté affichée de l'administration étatsunienne de s'appropriier et de contrôler les ressources pétrolières. La lutte au terrorisme utilise plus de ressources que la lutte contre le sida par exemple, qui touche des millions de personnes.

Il existe donc une confusion entre la sécurité militaire et la sécurité humaine, et certains tirent profit de cette confusion. La croissance du mili-

tarisme dans toutes les sociétés va à l'encontre de la sécurité humaine. Paradoxalement, les politiques guerrières qui prétendent résoudre les problèmes de sécurité ne font qu'alimenter la spirale de la violence et augmente l'insécurité. De plus, ces politiques ne respectent pas certains droits humains fondamentaux.

Les mesures draconiennes imposées au nom de la sécurité dans les aéroports et dans certains lieux publics sont devenues courantes. Les fouilles systématiques, la prise d'empreintes digitales, la constitution de fichiers policiers ou le harcèlement de certaines personnes et organismes, uniquement à cause de leur appartenance ethnique ou religieuse, sont des signes indéniables d'érosion des droits et des libertés civiles.

Au Canada, la nouvelle loi C-36, dénoncée par une coalition d'organismes et de défenseurs des droits humains, accorde à la police des pouvoirs d'enquête et de surveillance accrus. Le plus inquiétant, selon Maude Barlow du Conseil des Canadiens¹, c'est la tendance actuelle visant une intégration en profondeur du Canada avec les États-Unis. Une nouvelle stratégie est à présent appliquée, visant à lier le commerce et la sécurité, et à harmoniser plusieurs lois et règlements canadiens avec ceux des voisins du Sud. Elle vise également « l'intégration des Forces canadiennes aux stratégies militaires des États-Unis », le fusionnement des frontières et de tous les mécanismes de réglementation environnementaux et d'inspection, ainsi qu'à offrir « une garantie à toute épreuve que les États-Unis pourront toujours s'approvisionner davantage de ressources énergétiques canadiennes² ». Si elles sont menées à terme, ces nouvelles stratégies réduiront dangereusement, selon Barlow, l'autonomie et la souveraineté canadiennes.

De plus, le Canada a entrepris récemment de réviser sa politique étrangère selon une nouvelle approche dite des 3 D, diplomatie, défense et développement, visant à renforcer les liens entre ces trois éléments. Cette tendance pourrait remettre en question le principe de neutralité et de responsabilité humanitaire, selon lequel les pays riches ont une responsabilité



collective de venir en aide et de soutenir les populations des pays défavorisés, pour leur permettre de sortir du cycle vicieux du sous-développement.

Une chose est claire, nul ne pourra jouir de la sécurité, tant que des populations entières sont plongées dans l'insécurité totale. Pour briser le cycle de la violence et du mal développement, le mythe tenace du « militarisme, garant de la sécurité » doit être déconstruit et le développement durable doit devenir la priorité, un développement axé sur le respect des droits humains et le partage des richesses, seuls garants d'une véritable sécurité humaine pour tous et toutes.

La coalition québécoise *Comprendre et agir pour une paix juste*, formée à la suite des événements de septembre 2001, qui regroupe plusieurs représentants de la société civile, rappelle que « la sécurité viendra d'abord et avant tout par l'appui constant à un développement durable, l'instauration progressive d'une paix juste, le respect intégral des droits humains et une généreuse ouverture aux populations migrantes et réfugiées³. »



Initiative citoyenne

Opération Code blanc: affichons notre couleur en solidarité contre la guerre!

Organisme: Collectif Échec à la guerre

Le Collectif Échec à la guerre, organisateur des immenses manifestations contre la guerre à Montréal à l'hiver 2003, regroupe environ 200 membres, soit des groupes de femmes, de droits humains, des organisations syndicales, des associations étudiantes, des organismes de solidarité, de paix, communautaires, populaires, de communautés culturelles, laïques et religieux. Tous partagent une même vision: la guerre n'est pas la solution. Le Collectif invite la population à afficher sa couleur et à se procurer un ruban blanc, symbole de paix. Les codes de niveau d'alerte (jaune, orange, rouge, etc.) annoncés avec éclat par le gouvernement des États-Unis entretiennent la paranoïa et le soutien à leur « guerre contre le terrorisme ». Le Collectif réaffirme, en créant un code *blanc*, que des gestes citoyens peuvent faire reculer la logique guerrière. L'Opération Code blanc fut lancée pour signifier:

- que l'on ne saurait instaurer la sécurité par des guerres d'agression comme celle contre l'Irak;
- qu'un autre code de couleur peut représenter la sécurité à laquelle aspirent tous les hommes et toutes les femmes de la Terre: le code blanc, symbolisant la paix – assortie d'une plus grande justice!



Initiative citoyenne

Envolée de paix

Organisme: École de Mortagne, Boucherville

Partenaire: l'artiste Joëlle Tremblay

L'œuvre d'art *Oiseaux nomades et interactifs* prend son origine en Europe, il y a plus de 20 ans, dans le cadre du mouvement international ATD Quart Monde⁴. Des « oiseaux » ont donc commencé leur « vol » dans des quartiers très pauvres y apportant un message de beauté, d'espoir et de paix. Suite au 11 septembre 2001, la rencontre de l'artiste Joëlle Tremblay avec Eddy Tardif et Luc Sauvé, tous deux enseignants à l'école de Mortagne à Boucherville, a permis d'inscrire cette œuvre d'art dans le contexte scolaire québécois. C'est ainsi que le projet éducatif *Envolée de paix*, impliquant des jeunes de 56 écoles et plusieurs groupes communautaires, a permis de réaliser six *Oiseaux de paix* de 10 à 24 mètres. Depuis, les *Oiseaux de Paix* ont participé à plusieurs activités pour la paix dans plusieurs communautés québécoises.

Notes

1. Maude Barlow, *Le Canada que nous voulons*, Ottawa, Conseil des Canadiens, s.d.
2. *Ibid.*, p. 9.
3. AQOCI, *Comprendre et agir, fiche pédagogique « sécurité et développement »*, mars 2003.
4. ONG internationale luttant contre l'exclusion et prônant un partage des savoirs et de l'art autant qu'un partage des biens matériels.



L'engagement solidaire

Le militarisme est une réalité inquiétante dans le monde actuel, comme le démontre ce document. Le monde est aux prises avec de graves problèmes, causés par une inégale distribution des richesses : un petit pourcentage de gens riches possède une grande partie de la richesse mondiale, pendant qu'environ la moitié de la population mondiale vit avec moins de deux dollars étasuniens par jour, et le tiers des décès (50 000 personnes par jour) ont une cause liée à la pauvreté. L'équilibre doit être rétabli afin de diminuer les causes de conflits à travers le monde, et en conséquence, le besoin de recourir aux armes. La sécurité humaine passe résolument par la justice sociale et le développement durable des pays du Sud autant que du Nord.

Si la lecture de ce document peut provoquer le découragement ou le désespoir, il faut savoir que de nombreuses initiatives existent à travers le monde, telles que celles mentionnées dans ces pages, pour promouvoir des changements et une plus grande justice sociale. Ces initiatives proviennent d'individus ou d'organismes, d'ici et d'ailleurs, et grâce à des outils comme Internet, il est possible d'en apprendre sur des gestes concrets à poser pour choisir un monde plus juste. Tout le monde peut faire sa part, car si il est important de penser globalement, il est aussi constructif d'agir localement, en posant des gestes concrets dans la vie de tous les jours.

Dans l'optique du développement durable, le public a donc un rôle important à jouer à deux niveaux : l'information et l'action. Les gens d'ici doivent s'informer des réalités internationales, de façon à comprendre l'importance du développement durable pour tous, au Nord comme au Sud. La solidarité signifie que tous les êtres humains sont interdépendants et responsables de trouver les moyens de vivre en harmonie et en paix. L'engagement solidaire est un processus à long terme, qui débute par la sensibilisation aux dynamiques entre le Nord et le Sud, en vue de comprendre les avenues vers une plus grande justice sociale. L'information étant la base de l'engagement, celle-ci doit être diversifiée pour permettre l'épanouissement de la démocratie.

En plus de s'informer, il est aussi important de poser des gestes concrets. De nombreux projets pour les jeunes et les moins jeunes se font au Québec. Des gens agissent pour changer le monde et quelques exemples sont ici présentés.

Notons en premier lieu le réseau d'organismes de solidarité internationale qui a initié le jeu questionnaire *Solidarité en herbe*. L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) regroupe 52 organismes non gouvernementaux qui œuvrent partout au Québec. À l'année longue, l'AQOCI et ses membres organisent des activités de sensibilisation et d'engagement du public en faveur de la solidarité internationale. En voici quelques exemples.

AQOCI

Journées québécoises de la solidarité internationale

Chaque automne, avec l'appui du ministère des Relations internationales du Québec, le grand public est invité à participer à une foule d'activités d'information, de sensibilisation et de solidarité internationale se déroulant à travers le Québec. Les 8^e Journées québécoises portent sur le militarisme comme frein au développement et ont lieu du 11 au 21 novembre 2004.

Québec Sans Frontières (QSF)

Québec Sans Frontières est une programme de stages en solidarité internationale du ministère des Relations internationales du Québec destiné aux 18-35 ans. Les stages et les projets à l'étranger sont organisés et encadrés par une vingtaine d'organismes membres de l'AQOCI. À travers des formations pré-depart, la vie en famille d'accueil à l'étranger et des activités de partage au retour, les stagiaires s'engagent dans un parcours décisif à travers la solidarité internationale.



Programme de formation

Le programme de formation de l'AQOCI vise à accroître la compréhension et l'analyse des enjeux sociopolitiques mondiaux chez ses organismes membres et ses partenaires québécois. Ce programme reçoit l'appui de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et du Service aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Comité québécois femmes et développement (CQFD)

Ce comité d'échange, d'information et d'expertise se penche sur les questions touchant les femmes dans le développement international. Le CQFD de l'AQOCI offre des formations et des outils de sensibilisation au rôle fondamental que joue les femmes dans le développement. Le Comité renforce les liens de solidarité avec les mouvements de femmes du Sud à travers la Marche mondiale des femmes.

De plus, les 52 organismes membres de l'AQOCI invitent les Québécoises et les Québécois à s'engager concrètement à titre de :

- bénévole : en appuyant l'organisation d'activités au Québec ;
- stagiaire : en enrichissant leur formation personnelle et professionnelle à travers une expérience unique au sein d'un organisme au Québec ou ailleurs (2 à 6 mois, temps partiel et temps plein) ;

- volontaire ou coopérant-e : en partageant leur expertise avec des communautés du Sud (6 mois à 2 ans, à l'étranger).

L'AQOCI oeuvre en solidarité avec d'autres réseaux de solidarité internationale qui rassemblent plus spécifiquement les jeunes Québécoises et les jeunes Québécois. Nous présentons ici quelques-unes de ces initiatives.

Établissements Verts Brundtland

Le mouvement des *Établissements Verts Brundtland (EVB)*, pour un monde plus écologique, pacifique, solidaire et démocratique, est un projet de la Centrale des syndicats du Québec et de partenaires tels Oxfam-Québec, CLUB 2/3 et Équiterre. Plus de 800 établissements d'éducation et de santé sont déjà impliqués dans ce mouvement solidaire de jeunes et d'adultes qui se fonde sur l'espoir d'un monde meilleur et qui tente, dans le quotidien, de faire de ce rêve une réalité. Le mouvement EVB entreprend avec les jeunes une réflexion sur le monde pour le définir selon leurs aspirations. Mais il veut surtout « former des citoyennes et des citoyens critiques et responsables en mesure de passer à l'action pour que ce monde soit à la hauteur de leurs aspirations! ».

Le mouvement propose des projets, de l'animation et du matériel pédagogique pour les jeunes. Basé sur le principe *penser globalement, agir localement*, le travail du mouvement EVB se fait selon quatre principes. D'abord, l'écologie implique une réflexion sur l'impact des activités humaines sur l'environnement qui ont ensuite un effet sur l'être humain. On apprend à reconnaître la responsabilité de chacun sur le milieu physique. Ensuite, le pacifisme est un engagement individuel et collectif. Apprendre à résoudre les conflits par la non violence est nécessaire et chaque personne doit y travailler dans sa vie et s'opposer aux multiples manifestations de la violence collective, comme la guerre, la pauvreté et l'injustice. Troisièmement, la solidarité est un principe central pour le mouvement EVB. La réflexion et le travail doivent se faire en tenant compte de l'interdépendance de tous et de la responsabilité de chacun dans le destin de la planète. Le dernier principe est la démocratie, où les citoyens et les citoyennes ont des droits et où le gouvernement est à leur service.

Plusieurs projets concrets ont été entrepris par le mouvement EVB, dont voici quelques exemples :

- un programme écologique de réduction de la consommation d'énergie et de ressources, de réutilisation et de recyclage ;
- une participation pacifique à des campagnes de sensibilisation pour contrer le sexisme, le racisme et la violence ;
- une démarche collective et démocratique auprès de la municipalité pour l'obtention d'une piste cyclable, de la collecte sélective ou de l'amélioration du transport en commun ;
- un projet écologique de naturalisation de la cour d'école et de fabrication de nichoirs pour les oiseaux.

Campagne Construire une citoyenneté responsable

Une campagne de mobilisation sociale a été lancée à travers le Québec sur le thème *Construire une citoyenneté responsable*², à l'initiative de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), d'Oxfam-Québec, du Mouvement EVB et du Fonds d'action québécois pour le développement durable. Cette campagne comporte quatre opérations éducatives pour les jeunes et le personnel des écoles primaires et secondaires. La campagne a commencé en septembre 2001 et se terminera en juin 2005.

Les quatre opérations éducatives sont les suivantes. *Tirer le diable par la queue* se penche sur les causes et les conséquences de la pauvreté. *D'un commerce agréable... et équitable* traite de la consommation responsable et du commerce équitable et démontre que la consommation est un geste politique au quotidien. *La Terre dans votre assiette* vise à sensibiliser les jeunes et les adultes sur l'alimentation responsable. *Investir dans nos communautés* propose une réflexion sur les valeurs qui fondent la démocratie et porte spécifiquement sur la notion de citoyenneté et sur les principes de développement local. Pour chacun des volets, des troupes pédagogiques sont disponibles dans les écoles.



Initiative citoyenne

Les ateliers sur la paix

Organisme: CLUB 2/3

Le projet *Tous ensemble pour la paix* a été conçu suite aux attentats du 11 septembre 2001 pour démystifier les termes intégriste, terroriste, arabe, musulman. On y fait entre autres l'analyse d'une nouvelle à la télévision présentée à 3 chaînes différentes. *La paix: un casse-tête* est un atelier où les élèves manipulent des morceaux de casse-tête correspondant à divers concepts.

Notes

1. Établissements verts Brundtland: <www.csq.qc.net/section6/default6.html>.
2. Voir <www.oxfam.qc.ca/html/campagnes/2citoyennete.html>.

Ce n'est qu'un début...

Le travail à faire pour contrer le militarisme et la violence est colossal. Chacun et chacune peut s'impliquer selon ses idées, ses capacités et avec ses talents. Il est possible de choisir un monde sans armes, parce que la majorité des gens ne veulent pas la guerre, même ceux et celles qui sont forcés de la faire. La plupart des gens à travers le monde souhaitent la paix. Et le monde appartient à tout le monde. Pour le changer, chaque geste compte.

Pourquoi ne pas commencer par fermer la télévision et aller jouer dehors.

Annexe 1

Pour en savoir plus...

Groupes québécois et canadiens œuvrant pour la paix

- Collectif Échec à la guerre : <www.echecalaguerre.org>.
- Concertation Comprendre et agir pour une paix juste : <www.aqoci.qc.ca/ComprendreEtAgir>.
- Alliance canadienne pour la paix : <www.acp-cpa.ca>.
- Artistes pour la paix : (514) 490-9542.
- Action Non à la guerre : <www.nonalaguerre.com>.
- Action mines Canada : <www.minesactioncanada.org>.
- Association québécoise des organismes de coopération internationale : <www.aqoci.qc.ca>.
- Les Bleuets pour la paix : <www.bleuetspourlapaix.org>.
- Citoyens du Suroît pour la paix et la démocratie dans le monde <www.lincisif.osbl.ca>.
- Coalitions Québec-Irak et Québec-Palestine (ville de Québec) : <www.coalitionsequbec.org>.
- Rassemblement de l'Outaouais contre la guerre : <www.rocg.ca>.
- Greenpeace Canada : <www.greenpeace.ca>.
- Nos impôts pour la paix (NIPP) : <www.cam.org/~nipp>.
- Objection de conscience : <object@colba.net>.
- Conseil des Canadiens : <www.canadiens.org>.
- Marche mondiale des femmes : <www.marchemondiale.org>.
- Centre de ressources sur la non-violence : <www.nonviolence.ca>.

Ailleurs dans le monde

- Mouvement mondial en faveur des enfants : <www.gmfc.org>.
- Act Now to Stop War and Racism (ANSWER) : <www.internationalanswer.org>.

- Not in Our Name : <www.notinourname.net>.
- September Eleventh Families for Peaceful Tomorrows : <www.peacefultomorrow.org>.
- United for peace and justice : <www.unitedforpeace.org>.
- International Physicians for the Prevention of Nuclear War : <www.ippnw.org>.
- Campagne pour le contrôle des armes : <www.controlarms.org>.

Livres

- ATTAC, *L'Empire de la guerre permanente*, Paris, Mille et une nuits, 2004.
- BRAECKMAN, Colette, *Les nouveaux prédateurs*, Paris, Fayard, 2003.
- CHALIAND, Gérard et Arnaud Blin, *America is Back*, Paris, Bayard, 2003.
- CHOMSKY, Noam, *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis*, Montréal, Lux, 2003.
- CHOSSUDOVSKY, Michel, *Guerre et mondialisation*, Montréal, Écosociété, 2002.
- GUYATT, Nicholas, *Encore un siècle américain ? Les États-Unis et le monde au XXI^e siècle*, Montréal, Écosociété, coll. « Enjeux Planète », 2002.
- GÉLINAS, Jacques B., *La globalisation du monde*, Montréal, Écosociété, 2000.
- HALIMI, Serge et Dominique VIDAL, *L'opinion ça se travaille*, Marseille, Agone, 2003.
- HOBBSBAWN, Eric, *L'âge des extrêmes*, Paris, Complexe, 2003.
- LEVI, Primo, *Si c'est un homme*, Paris, Julliard, 1987 [1947].
- LINDQVIST, Svend, *Maintenant tu es mort. Le siècle des bombes*, Paris, Le serpent à plumes, 2002.

Le Mouvement mondial en faveur des enfants

www.gmfc.org/fr/about.htm

Le Mouvement mondial en faveur des enfants est un élan en faveur du changement qui appelle les individus du monde entier à agir et à protéger les droits de l'enfant. Nous avons tous un rôle à jouer : dirigeants nationaux, citoyens, organismes publics et privés, enfants et adolescents.

Le mouvement sera essentiellement constitué d'adultes travaillant avec des enfants. Il ne suffit pas que les adultes changent le monde dans l'intérêt des enfants, ils doivent le changer avec les enfants. Les jeunes ont des choses importantes à offrir et on doit leur donner l'occasion de s'exprimer. Le mouvement est conscient que les décisions qu'il prend influenceront sur la vie des enfants. C'est pourquoi les enfants doivent participer à chacune des étapes du processus de prise de décision.

Le Mouvement a déjà été lancé : à la tête de l'Initiative mobilisatrice, deux grands défenseurs des droits humains, Nelson Mandela et Graça Machel, demandent aux chefs d'État de tous les pays du monde et à tous les secteurs de la société de se rallier au Mouvement mondial.

- MAHAJAN, Rahul, *Full Spectrum Dominance. U.S. Power in Iraq and Beyond*, New York, Seven Stories Press, 2003.
- MOORE, Michael, *Tous aux abris!*, Montréal, Boréal, 2004.
- NIVAT, Anne, *La guerre qui n'aura pas eu lieu*, Paris, Fayard, 2004.
- REZA, *Destins Croisés. Carnets d'un reporter photographe*, Éditions Hors Collection, 2003.
- ROACH, Kent, *September 11. Consequences for Canada*, Montréal & Kingston, MQUP, 2003.
- SEMELIN, Jacques et Christian MELLON, *La non-violence*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je? », 1994.
- SEMELIN, Jacques, *Sans armes face à Hitler, la résistance civile en Europe, 1939-1943*, Paris, Payot, 1998.
- SERFATI, Claude, *La mondialisation armée*, Paris, Textuel, 2001.
- TURCOTTE, Robert, *Les mensonges de la guerre en Irak*, Montréal, Intouchables, 2003.
- ZIEGLER, Jean, *Les nouveaux maîtres du monde*, Paris, Fayard, 2002.

Études, rapports et documents

- AQOCI, *Charte de principes pour un développement solidaire*, 1987.
- Collectif Échec à la guerre, *La guerre contre le terrorisme, une arme de destruction massive*, mars 2004.
- Objection de conscience, *Irak : Ces sanctions qui tuent*, mars 2000.
- ONU, *Impact des conflits armés sur les enfants*, rapport présenté par Graça Machel, 1996.
- UNICEF France, *La situation mondiale des enfants soldats en 2004*.

Littérature de fiction

- DOXIADIS, Apostolos, *Makavettas*, Paris, Gallimard, 1999.
- GARY, Romain, *Éducation européenne*, Paris, Gallimard, 1999 [1945].

- JAPRISOT, Sébastien, *Un long dimanche de fiançailles*, Paris, Gallimard, 1993.
- KOUROUMA, Amadou, *Allah n'est pas obligé*, Paris, Seuil, 2000.
- KRISTOF, Agota, *Le grand cahier*, Paris, Seuil, 1986.
- PELLETIER, Jean-Jacques, *Le bien des autres*, Lévis, Alire, 2003.
- ROY, Gabrielle, *Bonheur d'occasion*, Montréal, Boréal, coll. « Boréal compact », 1993 [1945].
- SERGE, Victor, *S'il est minuit dans le siècle*, Paris, Grasset, 1987 [1939].
- VONNEGUT, Kurt, *Abattoir cinq*, Paris, Seuil, 2004 [1969].

Bandes dessinées

- B., David, *La lecture des ruines*, Bruxelles, Dupuis, 2001.
- SPEIGELMAN, Art, *Mauss*, Paris, Flammarion, 1987.
- TARDI, *C'était la guerre des tranchées*, Bruxelles, Casterman, 1993.
- ANDREAS, Joel, *Addicted to War*, AK Press, 2002.

Films documentaires

- DAVIS, Mary Helen, *Le pays hanté*, 2001.
- MOORE, Michael, *Bowling à Columbine*, 2001.
- MOORE, Michael, *Fahrenheit 9/11*, 2004.
- PATRY, Yvan, *Chronique d'un génocide annoncé*, 1996.
- PROVENCHER, Raymonde, *War babies (Nés de la guerre)*, 2002.
- RESNAIS, Alain, *Nuit et Brouillard*, 1956.

Chansons

- BRASSENS, Georges, *La guerre de 14-18*, 1962.
- BREL, Jacques, *Jaurès*, 1977.
- Gnawa diffusion, *Itchak el baz*, 2003.
- LENNON, John, *Give peace a chance*, 1969.
- MUZION, *Mentalité Moune Morne*, 1999.
- RENAUD, *Déserteur*, 1983.
- *Résistance : Hip Hop pour la paix* (CD), 2003.
- VIAN, Boris, *Le Déserteur*, 1954.

Annexe 2

Instructions pratiques pour le jeu questionnaire

Comment organiser des joutes à l'interne ?

Il faut au minimum deux équipes de quatre joueurs chacune, mais il serait plus intéressant d'avoir trois ou quatre équipes pour participer aux joutes à l'interne dans votre établissement. Vous trouverez dans cette trousse trois questionnaires vous permettant d'organiser ces joutes à l'interne. Mais attention : ces questionnaires ne doivent pas se retrouver dans les mains des joueurs ! Si vous avez quatre équipes, vous pouvez organiser des joutes dans des locaux différents, en même temps et avec les mêmes questionnaires. Le pointage final pourra faire la différence lorsqu'il s'agira de déterminer l'équipe gagnante qui pourrait représenter votre école ou votre groupe lors de la joute régionale.

L'ordre des parties

Pour favoriser un maximum de participation, utiliser la formule maximale pour quatre équipes. Cela permet à chaque équipe de jouer deux parties. Vous avez trois questionnaires pour déterminer l'équipe gagnante. Les formules possibles sont décrites dans le tableau ci-contre.

Commencez par dresser la liste des joueurs et joueuses de chaque équipe (équipes A, B et C, ainsi que D s'il y a lieu).

Durée des parties

Une partie dure environ 20 minutes, mais il faut prévoir 10 minutes entre les parties. Le moment où se déroule les parties est aussi important : il faut favoriser la présence du public pour que cette activité soit pédagogique autant pour les joueurs que pour les spectateurs. Dans plusieurs établissements, le midi peut favoriser un maximum de participation.

Les règles du jeu

La majorité des questions préparées a été puisée dans les textes de cette trousse dont vous remettrez copie aux joueurs, à l'avance. Recommandez-leur aussi de visiter les sites Internet de l'AQOCI et de ses membres, où

1. FORMULE MAXIMALE À TROIS ÉQUIPES

Équipe A	c.	Équipe B	Questionnaire 1
Équipe B	c.	Équipe C	Questionnaire 2
Équipe C	c.	Équipe A	Questionnaire 3

L'équipe ayant accumulé le plus de points au total de ses deux parties sera déclarée gagnante.

2. FORMULE SIMPLE À QUATRE ÉQUIPES

Équipe A	c.	Équipe B	Questionnaire 1
Équipe C	c.	Équipe D	Questionnaire 2

Les deux équipes gagnantes jouent ensuite pour déterminer le grand gagnant avec le questionnaire 3.

Dans cette formule, les équipes ne jouent qu'une fois.

3. FORMULE MAXIMALE À QUATRE ÉQUIPES

Équipe A	c.	Équipe B	Questionnaire 1
Équipe C	c.	Équipe D	Questionnaire 1
Équipe A	c.	Équipe C	Questionnaire 2
Équipe B	c.	Équipe D	Questionnaire 2

Les équipes jouent en même temps, mais dans des locaux différents.

Les deux équipes ayant le plus de points au total de ces deux parties se rencontreront pour le troisième match avec le questionnaire 3.

Cette formule permet à toutes les équipes de jouer au moins deux parties.

seront posées certaines questions (aller à <www.aqoci.qc.ca>). D'autres questions feront appel aux connaissances générales des participants.

Bien faire comprendre aux joueurs/joueuses les règles de droit de réplique et de consultation. Il n'y a pas de déduction de points pour les mauvaises réponses. Le pointage associé à chaque question est mentionné dans les questionnaires.

Les questions seront posées de quatre façons :

Questions pour tous avec droit de réplique

Le(la) joueur(euse) plus rapide a droit de réponse et doit immédiatement donner cette réponse. Tout délai de plus de quelques secondes ou toute réponse erronée donne droit de réplique à l'équipe adverse.

Questions individuelles avec droit de réplique

Chaque joueur(euse) de chaque équipe se fait poser une question. En cas de mauvaise réponse, un droit de réplique est accordé à l'équipe adverse.

Questions d'équipe avec droit de consultation et de réplique

Chaque équipe se fait poser une question et les joueurs ont un temps de consultation de 10 secondes avant de répondre. En cas de mauvaise réponse, un droit de réplique est accordé à l'équipe adverse, qui a aussi un temps de consultation de 10 secondes.

Questions pour tous sans consultation et sans droit de réplique

Le(la) joueur(euse) le(la) plus rapide a droit de réponse et doit immédiatement donner cette réponse. Tout délai de plus de quelques secondes ou toute réponse erronée sont équivalents à 0 point. Pas de droit de réplique. Ces questions se trouvent à la fin des questionnaires.

Conseils pratiques

- Identifiez les joueurs par des numéros ainsi que leur entraîneur. Celui-ci ne participe pas comme joueur.
- Trouvez un animateur du jeu qui donne les consignes et pose les questions. Vous pouvez aussi avoir une personne au chronomètre pour les questions à consultation (une période de 10 secondes est suggérée).
- Vous pouvez prévoir un jury composé de trois personnes pour évaluer les réponses et compter les points officiellement. Le jury conserve les pointages des parties, car ils aideront à déterminer l'équipe gagnante.
- Trouvez un moyen simple pour savoir quelle équipe a signalé la première son droit de répondre (par exemple les alarmes sonores et lumineuses de l'émission « Génies en herbe » sont peut-être disponibles à votre école.)
- Prévoyez des places pour le public venu assister et encourager les équipes. Toutefois, le public ne doit pas souffler les réponses d'aucune manière.
- N'oubliez pas de vous inscrire pour le tournoi régional prévu dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale qui se dérouleront du 11 au 21 novembre 2004.

Nota bene

L'activité *Solidarité en herbe* constitue d'abord un jeu, visant à créer une occasion de se regrouper et d'échanger au nom de la solidarité entre les peuples et les individus. C'est dans cet esprit qu'il faut aborder cette activité. L'important n'est pas de déterminer quel(le) joueur(se) ou quelle école fait le mieux, mais de partager des connaissances pour que chacun prenne conscience du rôle qu'il ou elle peut jouer dans la construction d'un monde plus juste, dans le respect de l'environnement.

Cinq exemples de questions

- 🌐 Quel est le thème retenu pour l'édition 2004 des Journées québécoises de la solidarité internationale ?
- 🌐 Vrai ou faux. Les civils sont aujourd'hui 60 % des victimes des conflits armés.
- 🌐 Quel organisme de coopération internationale organise le Concours international de jouets fabriqués à partir de matériaux récupérés depuis 1992 ?
- 🌐 Combien d'armes légères sont produites chaque année dans le monde ?
- 🌐 Quel est le nom donné à l'herbicide que l'aviation militaire étasunienne a répandu par millions de litres sur le Viêt-nam entre 1962 et 1971 ?

Comment participer au tournoi régional et au tournoi provincial ?

Pour participer au tournoi régional, voici les étapes à franchir :

- Présenter une équipe de quatre joueurs/joueuses ;
- Inscrire votre équipe auprès de l'organisme responsable dans votre région le plus tôt possible (voir liste des responsables régionaux dans l'annexe 3) ;
- Vous assurer que les joueurs qui participent au tournoi régional aient les autorisations nécessaires ;
- Fournir le transport aller/retour de l'équipe vers le lieu du tournoi et encadrer l'équipe lors du tournoi.

Pour participer au tournoi provincial :

- C'est l'équipe gagnante au tournoi régional qui pourra s'inscrire au tournoi final ;
- Il faut s'inscrire auprès de l'organisme responsable de votre région, qui vous communiquera tous les détails concernant le tournoi final.

Bonnes joutes !

Annexe 3

Les contacts régionaux

Pour obtenir plus d'information sur l'activité *Solidarité en herbe*, veuillez contacter la personne-ressource de l'organisme de votre région.

Montréal

- CLUB 2/3
Caroline Dupuis : (514) 382-7922

Québec

- Carrefour Tiers-Monde
Catherine Fauteux : (418) 647-5853

Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Côte-Nord et Outaouais

- Jeunesse du Monde : (418) 694-1222

Bois-Francis

- Solidarité Nord-Sud des Bois-Francis
Chantal Bouchard : (819) 758-9928

Estrie

- Carrefour de solidarité internationale
Mélanie Mercier : (819) 566-8595

Lanaudière

- CRÉDIL
Katina Binette : (450) 756-0011

Laurentides

- Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM)
Normand Beudet : (450) 569-6470

Mauricie

- Comité de solidarité Tiers-Monde
Jean-David Lance : (819) 373-2598

Montérégie

- Terre Sans Frontières
Sandra Freidrich : (450) 659-7717

Saguenay-Lac-Saint-Jean

- Centre de solidarité internationale
Véronique Frigon : (418) 668-5211 ou 1 888 668-5211